The background features an abstract graphic with three blue circles of varying sizes and two thin blue lines. One line starts from the top left and passes through the center of the largest circle. Another line starts from the top right and passes through the center of the smallest circle. The circles are arranged in a roughly triangular pattern, with the largest one at the top, the smallest in the middle, and a very large one at the bottom right.

Etude du marché de l'information juridique électronique

Avril 2013

Etude réalisée par serdaLAB et Juriconnexion

SOMMAIRE

SOMMAIRE	1
REMERCIEMENTS	3
PERIMETRE DE L'ETUDE	4
METHODOLOGIE	6
Méthodologie pour estimer le chiffre d'affaires du marché	6
CHAPITRE 1	7
ANALYSE MACRO-ECONOMIQUE DU MARCHE FRANCAIS DE L'INFORMATION JURIDIQUE.....	7
1. La croissance du marché de l'information électronique juridique reprend des couleurs en 2011	8
1.1 Le marché de l'édition juridique électronique a enregistré une croissance moyenne en 2010 (+3,7%) pour redécoller en 2011 (+9,9%).....	8
1.2 Un marché toujours concentré autour de trois groupes : Groupe Lefebvre Sarrut, Wolters Kluwer et LexisNexis	9
1.3 Prévisions de croissance pour 2012 au niveau mondial.....	10
1.4 Evolution des effectifs	10
1.5 Les tendances du marché.....	11
1.5.1 L'information juridique mobile.....	11
1.5.2 L'information juridique en vidéo.....	14
1.5.3 L'édition au format ebook.....	15
1.5.4 L'édition juridique sur Tweeter	15
2. Analyse du marché par segment	17
2.1 Les éditeurs généralistes reprennent des parts de marché.....	18
2.2 Evolution de l'Information numérique de chaque segment.....	20
2.2.1 Editeurs généralistes : l'Information numérique en forte progression en 2011 (+11%)	20
2.2.2 Légère hausse de l'information numérique chez les éditeurs pluridisciplinaires	21
2.2.3 Le marché des éditeurs monodisciplinaires se reprend en 2011.....	22
2.2.4 Comparaison entre le taux de croissance global et celui de l'information numérique en 2011 de tous les segments de marché.....	23
2.3 Edition juridique publique	23
2.3.1 La DILA.....	23
2.3.2 Données publiques juridiques	25
3. Analyse financière du marché	26
3.1 Evolution de la valeur ajoutée.....	26
3.1.1 Répartition de la valeur ajoutée des entreprises par catégorie de chiffre d'affaires	26
3.1.2 Répartition de la valeur ajoutée des entreprises par segment.....	27
3.2 Evolution du Résultat Net au global.....	27
3.2.1 Répartition de la rentabilité des entreprises par segment de chiffre d'affaires	28
3.2.2 Répartition de la rentabilité des entreprises par catégorie d'acteurs	29

CHAPITRE 2	31
ANALYSE MICRO-ECONOMIQUE DES ACTEURS DU MARCHE DE L'INFORMATION JURIDIQUE	31
1. Les trois groupes généralistes	32
1.1 Le Groupe Editions Lefebvre Sarrut (ELS)	33
1.1.1 Structure capitalistique	33
1.1.2 Positionnement du groupe Lefebvre Sarrut : premier groupe d'édition juridique en France.....	33
1.1.3 Analyse financière	33
1.2 Wolters Kluwer	37
1.2.1 Structure capitalistique	37
1.2.2 Positionnement de Wolters Kluwer France	37
1.2.3 Analyse financière de Wolters Kluwer.....	37
1.3 LexisNexis.....	39
1.3.1 Structure capitalistique	39
1.3.2 Positionnement de LexisNexis	39
1.3.3 Analyse financière Lexis Nexis.....	39
Synthèse des éditeurs généralistes : Reprise en 2011 d'une croissance à deux chiffres.....	41
2. Les éditeurs pluridisciplinaires	43
2.1 Evolution du chiffre d'affaires des éditeurs multidisciplinaires.....	43
2.2 Analyse financière.....	44
Synthèse des éditeurs pluridisciplinaires	47
3. Les éditeurs monodisciplinaires	49
3.1 Evolution du chiffre d'affaires global des éditeurs monodisciplinaires.....	50
Synthèse des éditeurs monodisciplinaires	52
BIBLIOGRAPHIE/ WEBOGRAPHIE	54

REMERCIEMENTS

Nous remercions également les éditeurs qui bien voulu répondre au questionnaire :

Dalloz (Groupe ELS)

Editions Législatives (Groupe ELS)

Editions Francis Lefebvre (Groupe ELS)

Edilaix

Les Etudes hospitalières

Ansa

IRPI

Legal News

Revue banque

Wolters Kluwer

PERIMETRE DE L'ETUDE

Juriconnexion a sélectionné **37 éditeurs de contenus juridiques, ayant une offre d'information électronique**. Nous entendons par information électronique les bases de données en ligne, les ouvrages et revues au format PDF, l'offre de CD-Rom/DVD-Rom, les ebooks, l'offre sur Extranet, les échanges en FTP, le Podcast, les SMS, et mobile.

10 éditeurs ont répondu au questionnaire de l'étude 2013.

Liste des éditeurs étudiés dans la présente étude

Editeurs	Questionnaire	Segments	Site Internet
Achat public (APCFC)	Oui	mono	http://www.achatpublic.com
Afnor	Oui	pluri	http://www.afnor.org/
ANSA (Association Nationale des Sociétés par Actions)	Oui	mono	http://www.ansa.fr
Argus de l'assurance	Non	mono	http://www.argusdelassurance.com/
Berger-Levrault	Non	pluri	http://www.berger-levrault.fr/
CNCC (Compagnie Nationale des Commissaires aux comptes)	Non	mono	http://www.cncc.fr
Concurrences	Non	mono	http://www.concurrences.com
Dalloz (Groupe ELS)	Oui	géné	http://www.dalloz.fr/
Direction de l'Information Légale et Administrative (DILA)	Non	pluri	http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr/
Edilaix	Non	mono	http://www.edilaix.com/
Editecom (Editions techniques et économiques)	Non	mono	http://www.editecom.com/
Editions Francis Lefebvre (Groupe ELS)	Oui	géné	http://www.efl.fr/
Editions juridiques et techniques	Non	mono	http://www.editions-ejt.com/
Editions Juris	Non	mono	http://www.juriseditions.fr/
Editions Législatives (Groupe ELS)	Oui	géné	http://www.editions-legislatives.fr/
Editions Les Etudes hospitalières	Oui	mono	http://www.leh.fr/
Editions Pierre Lechêne	Non	mono	http://www.editions-lechene.com/
Editions Tissot	Non	mono	http://www.editions-tissot.fr
Groupe Revue Fiduciaire	Non	pluri	http://www.grouperf.com
Hipe (PI France)	Non	mono	http://www.hipe.fr/
IRPI (Institut de recherche en Propriété Intellectuelle)	Oui	mono	http://www.irpi.cciip.fr/
La France agricole	Non	mono	http://www.lafranceagricole.fr/
La Gazette des communes	Non	mono	http://www.lagazettedescommunes.com/
Lawlex	Non	mono	http://www.law-lex.com
Le Moniteur	Non	mono	http://www.lemoniteur.fr/
Legal News	Oui	pluri	http://www.legalnews.fr
Legalis (les éditions des Parques)	Oui	mono	http://www.legalis.net/
Les cahiers fiscaux européens	Non	mono	http://www.fontaneau.com/v2/
Lexbase	Non	pluri	http://www.lexbase.fr/
LexisNexis France (Jurisclasseur)	Non	géné	http://www.lexisnexis.fr/

Editeurs	Questionnaire	Segments	Site Internet
Lextenso	Non	pluri	http://www.lextenso.fr
Net-Iris	Non	mono	http://www.net-iris.fr/
Revue banque	Oui	mono	http://www.revue-banque.fr/edition
Thomson / Transactive	Non	pluri	http://www.transactive.fr/
Victoire éditions	Non	mono	http://www.victoires-editions.fr/
WEKA	Non	pluri	http://www.weka.fr/
Wolters Kluwer (Lamy et groupe Liaisons)	Oui	géné	http://www.wkf.fr/

Légende du tableau :

« Questionnaire : oui » = Editeurs ayant répondu au questionnaire adressé par juriconnexion.

Segments : Il s'agit du type d'éditeur - voir à ce sujet le [point 2. Analyse du marché par segment](#).

Mono = monodisciplinaire

Pluri = pluridisciplinaire

Géné = généraliste

METHODOLOGIE

Méthodologie de recueil de l'information

Les questionnaires ont été administrés au téléphone ou par envoi email par Juriconnexion, à tous les éditeurs sélectionnés (liste ci-dessus).

Ce questionnaire comprend six parties : les chiffres clés de la société, le positionnement de l'offre de contenus électroniques, les caractéristiques de l'offre de contenus électroniques, l'évolution de l'offre de contenus électroniques en 2012-13, les partenariats et la tarification de l'offre de contenus électroniques.

Méthodologie pour estimer le chiffre d'affaires du marché

Le marché de l'information électronique juridique a été quantifié à partir des chiffres d'affaires (ou des pourcentages de chiffres d'affaires totaux) correspondant à la vente d'information électronique, communiqués par les éditeurs.

Les chiffres n'ayant pu être récoltés ont été évalués à partir des comptes de résultats déposés aux greffes des tribunaux de commerce (Infogreffe), des articles de presse, des rapports d'activité... L'objet de l'étude est de cerner le marché de l'information électronique juridique. Pour certains éditeurs, nous n'avons que les chiffres d'affaires totaux. Afin de cerner au mieux le chiffre d'affaires des éditeurs lié uniquement à la vente d'information électronique, nous avons effectué des estimations sur la ventilation de leur chiffre d'affaires entre le papier et le numérique.

Pour une étude parue en juin de l'année n, les chiffres disponibles sur Infogreffe sont ceux de l'année n-2. Les chiffres de l'année n-1 ne sont disponibles qu'à partir de septembre de l'année n. Par exemple, concernant cette étude parue en avril 2013, serdaLAB ne dispose que des chiffres de l'année 2011, les chiffres de l'année 2012 n'étant disponible en ligne qu'à partir de septembre 2013.

NOTE D'ATTENTION

Les chiffres d'affaires communiqués de manière individuelle dans cette étude sont les chiffres d'affaires globaux réalisés en France regroupant toutes les activités de la société ainsi que l'édition papier et électronique. SerdaLAB dispose des chiffres d'affaires correspondant à la vente d'information électronique, mais assure aux éditeurs la confidentialité de ces chiffres, qui ne sont donc pas communiqués dans l'étude. Ils sont uniquement utilisés pour calculer le marché global et par segment.

NOTE D'ATTENTION

Le chiffre d'affaires concernant l'information numérique électronique de **Wolters Kluwer** a été surestimé dans la dernière étude parue en mars 2011. Wolters Kluwer n'ayant pas renvoyé son questionnaire dans l'étude de 2011, nous avons pris comme part d'information numérique la même que celle vendue au niveau mondial. Or c'est moins.

CHAPITRE 1

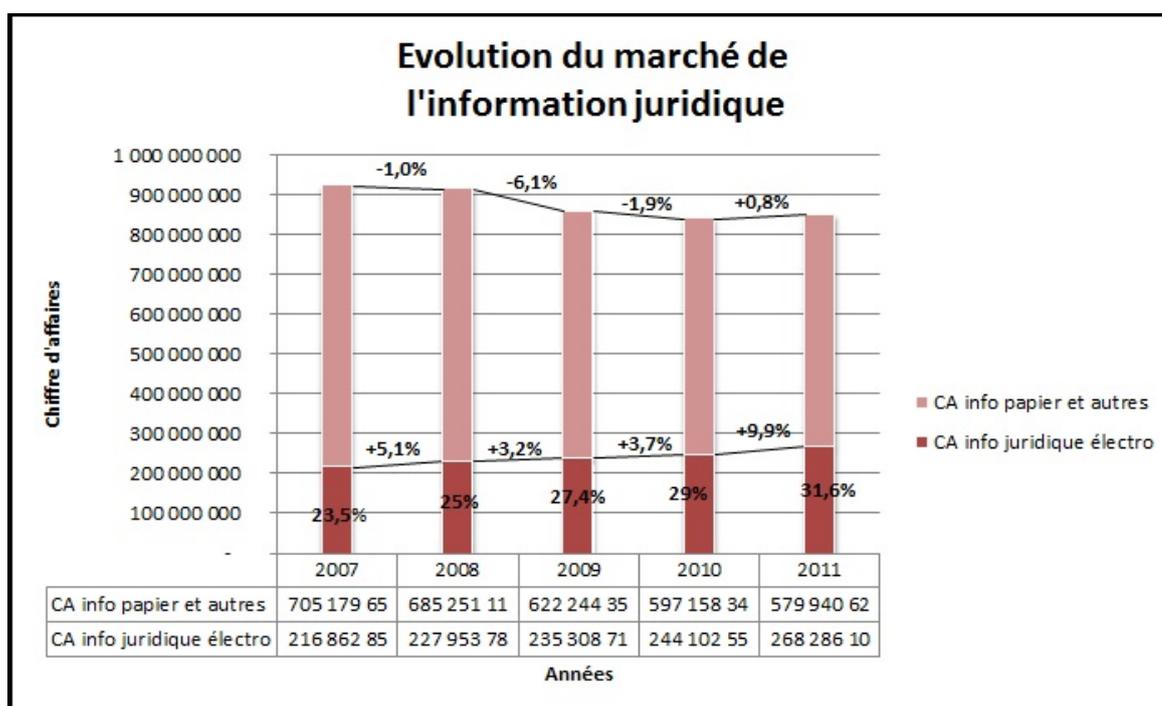
ANALYSE MACRO-ECONOMIQUE DU MARCHE FRANCAIS DE L'INFORMATION JURIDIQUE

1. La croissance du marché de l'information électronique juridique reprend des couleurs en 2011...

NOTE D'ATTENTION

Le chiffre d'affaires concernant l'information numérique électronique de **Wolters Kluwer** a été surestimé dans la dernière étude parue en mars 2011. Wolters Kluwer n'ayant pas renvoyé son questionnaire dans l'étude de 2011, nous avons pris comme part d'information numérique la même que celle vendue au niveau mondial. Or c'est moins.

1.1 Le marché de l'édition juridique électronique a enregistré une croissance moyenne en 2010 (+3,7%) pour redécoller en 2011 (+9,9%)



Evolution du marché français de l'information juridique de 2007 à 2011

Source : serdaLAB

Légende : CA info papier et autres (autres signifie : autres activités)

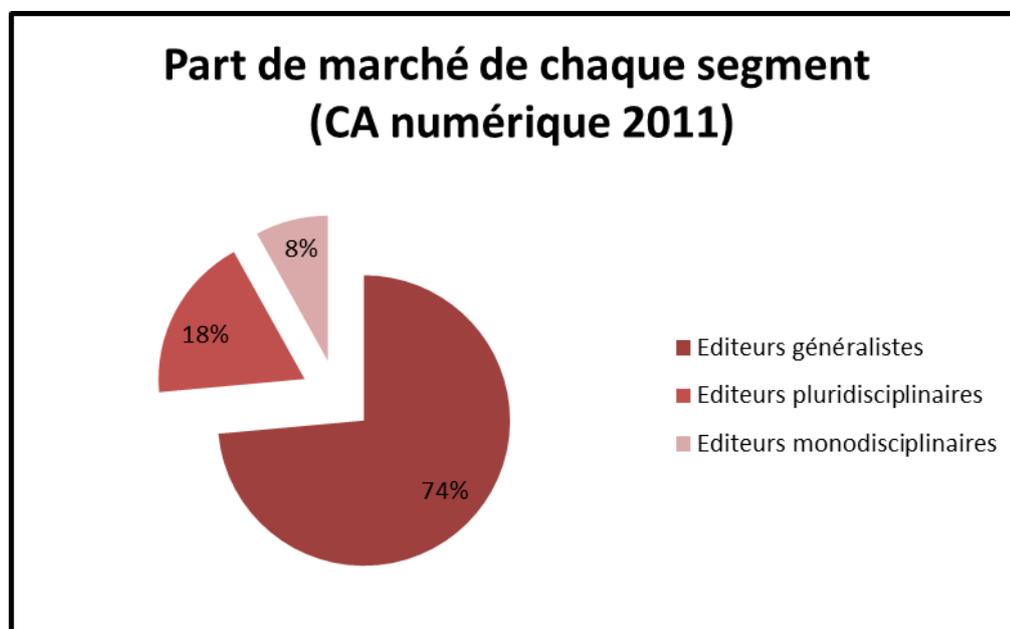
Le marché français de l'information juridique électronique a été estimé à **244 millions d'euros en 2010** et à plus de **268 millions d'euros en 2011**. Après un ralentissement de la croissance du marché de l'information électronique en 2009 (+3,2% après +5,1%), l'année 2010 a enregistré à nouveau une croissance « moyenne » à +3,7%, pour reprendre son envol en 2011 à +9,9%.

Le marché global de l'édition juridique (papier, électronique et autres activités) a subi de plein fouet la récession économique qu'a connue l'économie française en 2009 (-2,6%¹), avec une chute de 6,1% de sa croissance en 2009 et de 1,9% en 2010. Il s'est repris à +0,8% en 2011. Ce taux de croissance reste inférieur de plus de moitié de la croissance mondiale du marché de l'édition juridique qui a été de +2% en 2011 (avec une croissance nulle ou négative sur les marchés matures : USA, Europe), selon le cabinet d'études Outsell, Inc. A noter que, toujours selon ce dernier, le marché mondial de l'information juridique a généré un chiffre d'affaires de l'ordre de 13 milliards d'euros, en 2011.

L'édition juridique au format papier continue de chuter : -9,2% en 2009, -4% en 2010 et -2,9% en 2011.

1.2 Un marché toujours concentré autour de trois groupes : Groupe Lefebvre Sarrut, Wolters Kluwer et LexisNexis

Bien que leur part de marché ait baissé en 2009 et 2010, les trois premiers éditeurs juridiques (Groupe Lefebvre Sarrut, Wolters Kluwer et LexisNexis) représentent 74% du marché de l'information juridique numérique en 2011. Ces éditeurs sont positionnés depuis plusieurs années sur les produits électroniques et se différencient par rapport aux autres éditeurs en proposant une palette de services connexes, dont tous les "logiciels métier" sur lesquels s'appuie le flux de tâche des professions juridiques.



Part de marché de chaque segment en 2011

Source : serdaLAB

Les mouvements de fusions-acquisitions ont été faibles :

- Thomson-Transactive a été intégré au groupe Thomson-Reuters. La structure individuelle a été radiée en août 2011.

¹ Source Eurostat

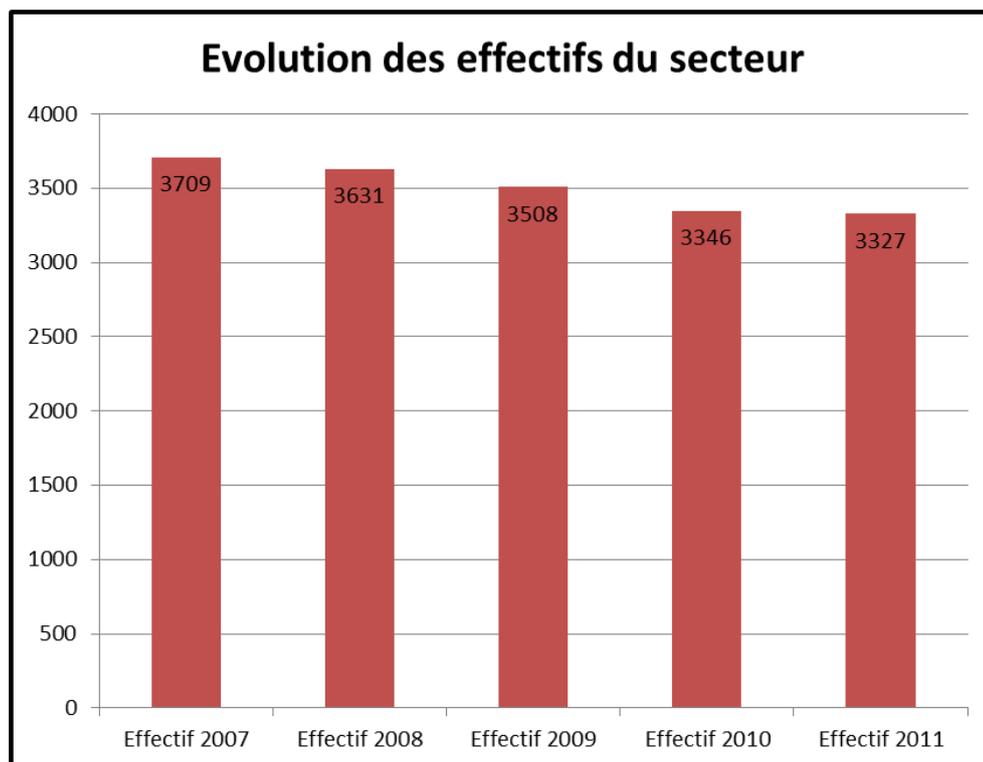
- Selon une dépêche du GFII du 09 janvier 2013, le groupe Thomson-Reuters, numéro un mondial de l'édition professionnelle, s'intéresse au groupe Lefebvre-Sarrut, groupe indépendant à capitaux familiaux. Il vient notamment de racheter l'éditeur britannique Practical Law et n'a pas renoncé à ses ambitions européennes. Le groupe Lefebvre-Sarrut vaudrait entre 750 millions et un milliard d'euros.
- Le groupe Reed Elsevier a annoncé en mars 2012 le rachat de Law360 (www.law360.com), un éditeur de newsletters et de fils d'information pour les professions juridiques aux Etats-Unis.

1.3 Prévisions de croissance pour 2012 au niveau mondial

Le marché mondial de l'information juridique a été évalué à 18 milliards de dollars (soit 13,7 milliards d'euros) en 2011. Il est assez peu dynamique sur les trois premiers trimestres de 2012. Thomson Reuters est le leader mondial du marché de l'information juridique, avec 19% de parts de marché. LexisNexis Legal & Professionnal (pôle d'édition juridique de Reed Elsevier) est le numéro 2 avec 14% de parts de marché. Wolters Kluwer détient 11% du marché mondial, Lefebvre Sarrut, 2% et Bloomberg BNA 1%.

1.4 Evolution des effectifs

Les effectifs globaux du secteur (édition papier et électronique) ont reculé de plus de 10% entre 2007 et 2011.



Evolution du nombre global de salariés dans le secteur de l'édition juridique
Source : serdaLAB

1.5 Les tendances du marché

1.5.1 L'information juridique mobile

Les grands acteurs institutionnels du droit et beaucoup d'éditeurs mettent à disposition de leurs usagers des accès via smartphones. Si, au départ, les applications iPhone étaient prépondérantes, aujourd'hui, les acteurs diversifient de plus en plus les accès via différents systèmes d'exploitation : Android, Blackberry... afin de viser l'ensemble des mobinautes.

La liste des applications mobiles suivantes concerne uniquement les acteurs institutionnels du droit et les éditeurs français d'information juridique :

Editeurs/acteurs	Contenus	Applications	Site Internet mobile
Assemblée nationale	<ul style="list-style-type: none">- Ordre du jour des travaux parlementaires (séances publiques et travaux des commissions),- Comptes rendus des dernières séances,- Propositions de lois et avis déposés par les parlementaires.	non	http://www.assemblee.mobi/
Sénat	<ul style="list-style-type: none">- Un « agenda mobile », visuel et cliquable, permet de repérer en un coup d'œil tous les temps forts de la semaine.- Espace « presse » : tous les communiqués et événements prévus au Sénat.- Les séances du Sénat en direct, suivi en temps réel du « dérouleur » en ligne, pour se repérer dans la discussion, connaître l'ordre d'appel des articles, des amendements et des intervenants.- Recherche de sénateur : Grâce à une fonction « recherche » spécialement conçue pour les terminaux mobiles, il est facile de trouver son sénateur, d'accéder aux informations le concernant et de les partager sur les réseaux sociaux.-Rapports du Sénat : accès aux grands dossiers du site du Sénat ou aux rapports les plus consultés.	non	http://m.senat.fr/

Editeurs/acteurs	Contenus	Applications	Site Internet mobile
Legifrance	Tous les fonds de la DILA ont été versés sur legimobile en décembre 2011.	iOS (iPhone), Android	http://legimobile.fr/
Ministère de la Justice	Mobidroits (service Proxima mobile) : - des informations de proximité et/ou de première nécessité en matière d'accès au droit et d'assistance - un annuaire des juridictions et des points d'accès au droit - des fiches pratiques sur des thèmes juridiques - ainsi qu'un accès au flux d'informations du Ministère de la Justice et des Libertés (vodcast, podcast, flux RSS).	Oui (iPhone et Android)	http://www.mobidroits.com/
CNB (Conseil National des Barreaux)	- L'annuaire des avocats en France, pour les géolocaliser et les contacter directement depuis l'application. - Un agent conversationnel, dont la mission est de répondre aux questions, ou bien de s'orienter vers les avocats spécialisés.	Oui (iPhone) Appli « les avocats »	Non
Dalloz	Dalloz Actualités	iPad et iPhone	
Editions Francis Lefebvre	EFL Actu (actualités de l'éditeur)	iPad et iPhone	
Wolters Kluwer	- Actualités sur iphone (actualités du droit, lettre des juristes d'affaires, liaisons sociales quotidien) - Codes sur iphone (Code de la sécurité sociale, Code des marchés publics, Code des communes, Code de l'environnement, Code de l'urbanisme, etc .)	iPad et iPhone	oui
Legalnews	L'application réunit les contenus de 3 sites internet de référence : LegalNews France, LegalNews International et Le Monde du Droit. Les professionnels bénéficient ainsi d'un point d'entrée unique vers l'actualité juridique française (civil, affaires, PI, social, fiscal, public...), internationale (Allemagne, Etats-Unis, Chine, Brésil...), mais aussi sur	Android iPhone Blackberry https://appworld.blackberry.com/webstore/content/19525?l	

Editeurs/acteurs	Contenus	Applications	Site Internet mobile
	<p>la vie des entreprises, de leurs conseils, et des institutions (deals, nominations, points de vue...).</p> <p>Il propose des formules mobiles indépendantes des offres d'abonnement classiques (sites internet, bases de données). Pour 90€, les abonnés bénéficient d'un accès mobile illimité pendant 1 an à l'ensemble des actualités disponibles sur les sites internet payants.</p>	ang=fr	
Le Moniteur	<p>Une offre de contenus gratuits ; Toute l'actualité BTP des 5 derniers jours ; Les contenus magazines des 4 chaînes thématiques (architecture, construction durable, réglementation, technique) des 30 derniers jours ; L'actualité en images : vidéo et portfolios ; La pré-inscription à nos newsletters.</p> <p>- l'accès aux services abonnés Premium indices index et appels d'offre. Les alertes Indices Index ; Les alertes d'appels d'offres et d'avis d'attribution ; La fonction Classeur d'articles.</p>	iPhone, Blackberry, Android	Oui
LexisNexis	Application "LegalTag" pour les lecteurs de la « Semaine Juridique » édition générale qui permet d'accéder à des contenus vidéos complémentaires aux articles.	iPhone Android	

Source : Liste Juriconnexion, Bibliopedia et www.precisement.org

Par ailleurs, l'agence de communication **En3mots** a développé des [applications iPad](#) présentant les textes de plusieurs Codes : Code civil, Code pénal, Code de procédure civile, Code de procédure pénale et Code de propriété intellectuelle. Cela coûte 5,99 euros chaque appli sur l'App Store et iTunes.

1.5.2 L'information juridique en vidéo

L'utilisation de la vidéo pour des usages documentaires est une tendance en nette croissance. Devant le développement de cette source d'information, la question qui se pose est de savoir comment l'intégrer dans le corpus documentaire toujours composé en quasi intégralité de documents écrits.

Sites publics	Contenu des vidéos	Lien URL
Conseil Constitutionnel	Vidéos expliquant le fonctionnement et les enjeux de la QPC ainsi que d'autres sur des audiences publiques	http://www.conseil-constitutionnel.fr/conseil-constitutionnel/francais/videos/toutes-les-videos.48281.html
Conseil d'Etat	Une série de 6 films courts sur les activités du Conseil d'État et sur le Palais-Royal. Une série de 4 films courts sur l'activité de la juridiction administrative Visite guidée des différentes salles occupées par le Conseil d'État dans la partie centrale du Palais-Royal Exposition interactive en 20 panneaux	http://www.conseil-etat.fr/cde/fr/mediatheque/
Assemblée nationale	- La séance en direct - La rubrique Vidéo à la demande de la séance publique - Celles de LCP, la chaîne de télévision de l'Assemblée	http://www.assemblee-nationale.fr/13/seance/seancedirect.asp http://www.assemblee-nationale.fr/13/seance/vod/index.asp http://www.lcpn.fr/Toutes-les-videos.html
Sénat	Vidéos aussi bien relatives à des projets de loi sujets d'actualité	http://videos.senat.fr/video/index.html http://videos.senat.fr/video/videos/2010/video5035.html
Ministère de la justice	Sujets divers	Les vidéos sont à présent dispatchées sur tout le site, en fonction des thématiques.

Source : Liste Juriconnexion.

Sites privés	Contenus des vidéos	Lien URL
Editions Francis Lefebvre	Web TV (interventions de juristes reconnus sur des sujets aussi divers que : "Prix de transfert, nouveautés 2010", "Projet de réforme en droit des contrats" par le professeur Barthélémy Mercadal, "Les dispositifs de technosurveillance en entreprise" par Me Alain Bensoussan)	http://www.efl.fr/opencms/opencms/videos/archives.html http://www.efl.fr/videos/index.html

Groupe Revue fiduciaire	Les JT quotidiens et les magazines mensuels en partenariat avec Comptalia TV	http://revuefiduciaire.grouperf.com/videos/itw.php
Dalloz	Quelques vidéos de Dalloz actualités sont disponibles sur Youtube	http://www.youtube.com/dallozactualite

Source : Juriconnexion

1.5.3 L'édition au format ebook

Les termes utilisés indifféremment « *livre électronique* » ou « *e-book* » désignent le contenu électronique (le texte en lui-même) des livres et non pas le contenant. Il est difficile de définir le livre électronique ou numérique, tant sa forme et son format peuvent être différents d'un livre à l'autre. Un livre électronique peut être le simple livre homothétique, c'est-à-dire la simple reproduction du texte imprimé ou un livre enrichi, à l'aide d'hyperliens, de documents multimédias, de 3D, de réalité augmentée, de possibilités d'annoter, de surligner, de partager... Ce livre enrichi est même parfois considéré comme un ensemble de services, et non plus comme un produit.

Les formats PDF et ePub (format ouvert) sont les plus courants.

La plateforme de livres numériques [Numilog](#) propose, en janvier 2013, **plus de 1000 ebooks en droit**, au format PDF ou ePub.

La plateforme [CyberlibrisScholarvox](#), bibliothèque numérique dédiée aux institutions académiques, aux écoles de commerce et d'ingénieurs, propose aussi des ouvrages numériques en droit.

Cyberlibris permet notamment une lecture en streaming sur iPad.

L'éditeur **Dalloz** propose la bibliothèque de livres numériques <http://www.dalloz-bibliotheque.fr/>

Dalloz Bibliothèque ouvre un accès à plusieurs centaines d'ouvrages numériques : codes, Dalloz action, dictionnaires, manuels universitaires ou encore ouvrages de révision.

1.5.4 L'édition juridique sur Tweeter

Si vous souhaitez réaliser une veille juridique sur Twitter, vous pouvez suivre les twittos suivants (liste non exhaustive) :

Institution, entreprise ou personne	Nom du compte Twitter
Association d'utilisateurs de produits électroniques d'information juridique http://www.juriconnexion.fr	@juriconnexion
La Direction de l'information légale et administrative (DILA) est Issue de la fusion des directions des Journaux officiels et de la Documentation française. http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr	@dila_tweet
Compte officiel du Sénat français. http://www.facebook.com/senat.fr http://www.senat.fr	@Senat_Info
Ce compte retransmet en direct les grands débats parlementaires au Sénat.	@Senat_Direct

Assemblée nationale http://www.assemblee-nationale.fr/	@AssembleeNat
Cour de cassation	@Courdecassation
Eur-Lex : la base du droit européen	@eurlex
1er portail sur les acteurs du droit des affaires... http://www.lawinfrance.com	@Lawinfrance
Arnaud Dumourier- Directeur de la rédaction de LegalNews (LegalNews.fr, Le Monde du Droit, JuridicOnline...) mais aussi #TIC #Foot #Presse #Edition et réflexions personnelles. Paris - http://www.legalnews.fr	@adumourier
Michèle Battisti, Rédactrice en chef de « Documentaliste-Sciences de l'information » Veille sur le droit de l'information. ADBS et Blog Paralipomenes	@mbattisti64
L'essentiel de l'actualité juridique et judiciaire actudroit.net	@actudroit
Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés	@CNIL
Stéphane Cottin, documentaliste juridique	@cottinstef
Blog juridique pour suivre l'évolution du droit http://www.davidtate.fr	@davidtateFR
Juriste, Bibliothécaire / Auteur du blog S.I.Lex / Chroniqueur @OWNI/ Membre @SavoirsCom1 http://scinfolex.wordpress.com/	@Calimaq
Emmanuel Barthe - Documentaliste juridique, veilleur. Spécialiste des données publiques juridiques. http://www.precisement.org/blog/	@precisement
Premier Think Tank français en droit, dédié à la rencontre, au débat et à la réflexion commune de juristes issus d'horizons divers. http://www.leclubdesjuristes.com/	@clubdesjuristes
Le Conseil National des Barreaux (CNB) est l'institution nationale qui représente l'ensemble des avocats exerçant en France. http://www.cnb.avocat.fr	@CNBarreaux
Le fil d'actu de tous les articles publiés sur le Village de la justice : Actualités juridiques, gestion pro, management,... mais aussi notre veille web. http://www.village-justice.com	@Villagejustice

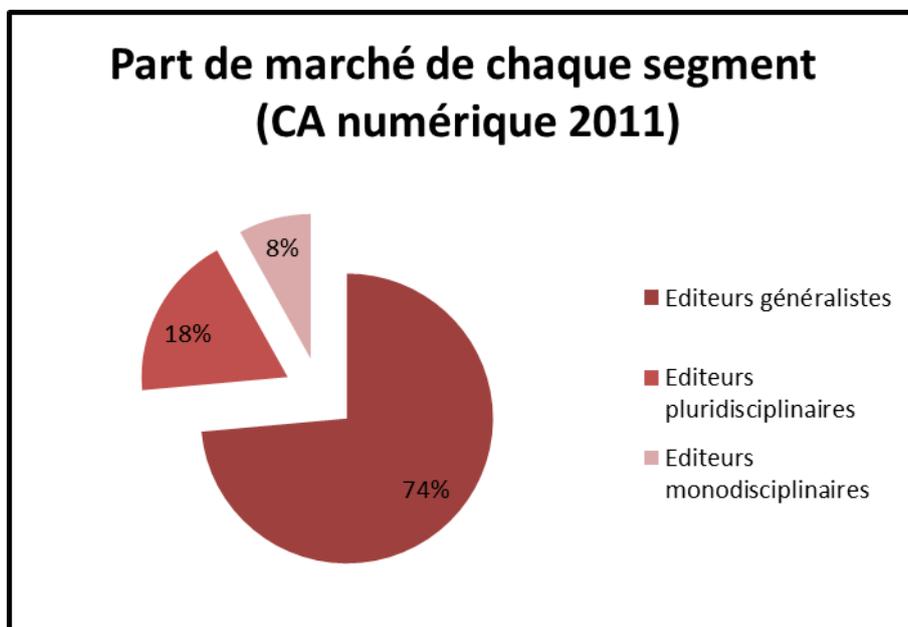
2. Analyse du marché par segment

Segment	Définition	Editeurs
Editeurs généralistes	proposent une offre très large	Wolters Kluwer (Editions Lamy et Groupe Liaisons) Groupe Lefebvre Sarrut (Editions législatives, Francis Lefebvre et Dalloz (dont Editions Juris)) LexisNexis (Jurisclasseur)
Editeurs pluridisciplinaires	fournissent une offre dans plusieurs domaines du droit et qui ont une taille moyenne	Afnor Berger-Levrault Direction de l'Information Légale et Administrative (DILA) Groupe Revue Fiduciaire Legal News Lexbase Lextenso Thomson / Transactive Weka
Editeurs monodisciplinaires	de petite taille et plutôt spécialisés dans un domaine	Achat public (APCFC) ANSA (Association Nationale des Sociétés par Actions) Argus de l'assurance CNCC (Compagnie Nationale des Commissaires aux comptes) Concurrences Edilaix Editecom (Editions techniques et économiques) Editions juridiques et techniques Editions Juris Editions Les Etudes hospitalières Editions Pierre Lechêne Editions Tissot Hipe (PI France) IRPI (Institut de recherche en Propriété Intellectuelle) La France agricole La Gazette des communes Lawlex Le Moniteur Legalis (les éditions des Parques) Les cahiers fiscaux européens Net-Iris Revue banque Victoire éditions

Les trois segments du marché
Source : serdaLAB

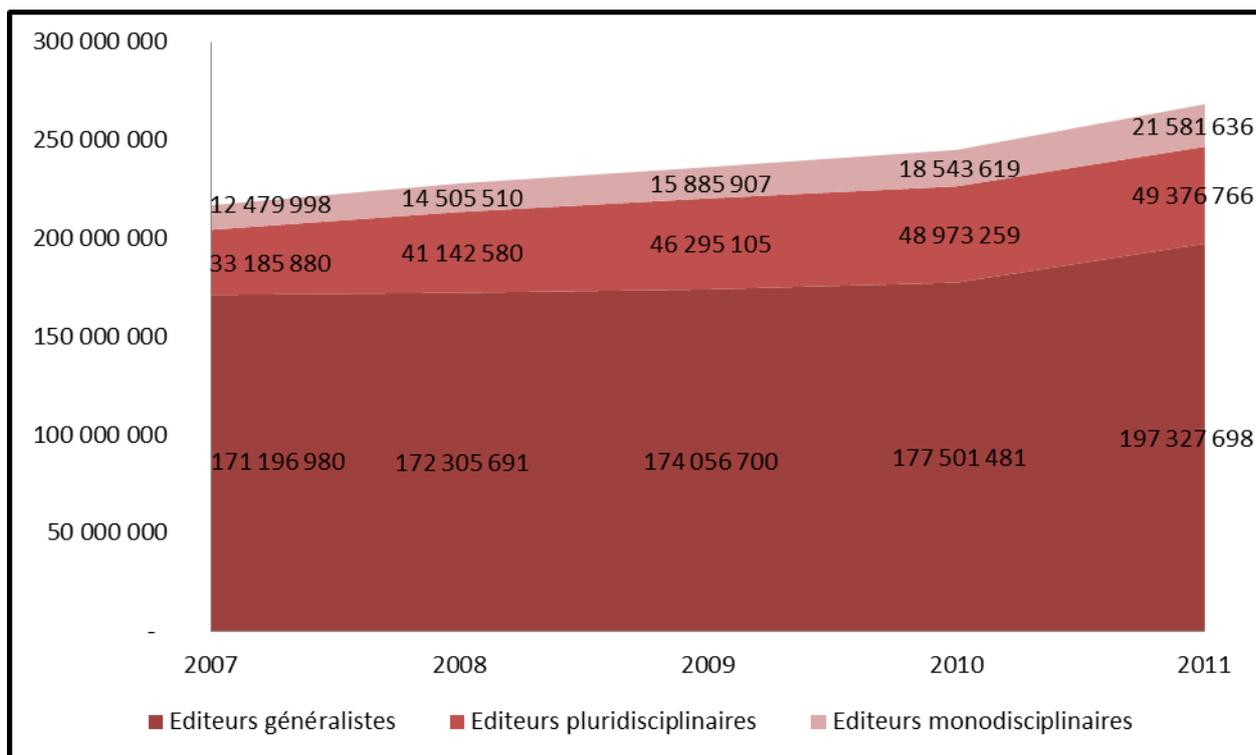
2.1 Les éditeurs généralistes reprennent des parts de marché

Alors que les éditeurs généralistes perdaient un peu de terrain jusqu'en 2010, passant de 79% de parts de marché en 2007 à 72% en 2010, ils sont repassés à 74%, en 2011 comme en 2009. Cela s'explique par une forte progression de la vente d'information numérique des éditeurs généralistes en 2011 (+11%). Les éditeurs pluridisciplinaires ont reculé de 2 points tandis que les éditeurs monodisciplinaires ont une part de marché stable.



Part de marché de chaque segment en 2011

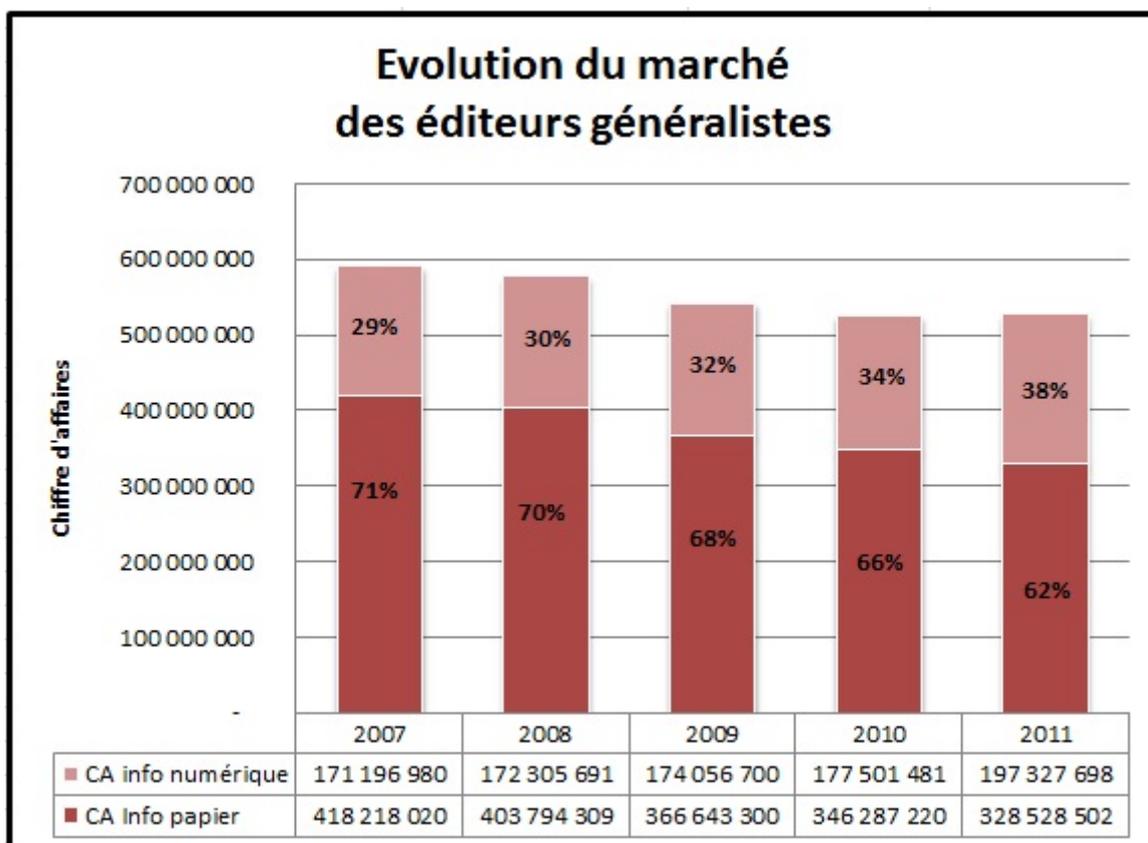
Source : serdaLAB



Evolution du chiffre d'affaires lié à l'information numérique de chaque segment entre 2007 et 2011
 Source : serdaLAB

2.2 Evolution de l'Information numérique de chaque segment

2.2.1 Editeurs généralistes : l'Information numérique en forte progression en 2011 (+11%)



Evolution du marché français de l'information juridique des éditeurs généralistes

Source : serdaLAB

	2009	%2010/2009	2010	%2011/2010	2011
CA Info papier et autres	366 643 300	-5,6%	346 287 220	-5,1%	328 528 502
CA info numérique	174 056 700	2,0%	177 501 481	11,2%	197 327 698
CA global	540 700 000	-3,1%	523 788 700	0,4%	525 856 200

Chiffres d'affaires des éditeurs généralistes entre 2007 et 2011

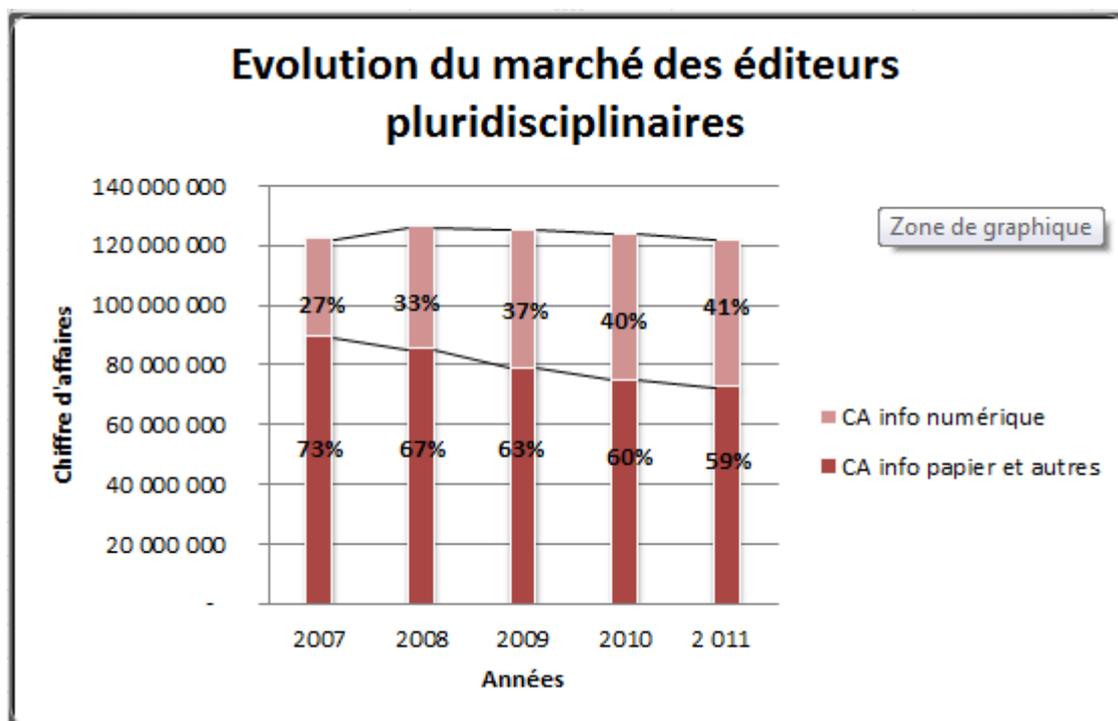
Source : Infogreffe et éditeurs

Le chiffre d'affaires global des éditeurs généralistes a reculé en 2010 de -3,1% et s'est repris en 2011 (+0,4%), pour atteindre près de 526 millions d'euros. Si le chiffre d'affaires lié à la vente d'informations au format papier a baissé de plus de 5% en 2010 et 2011, celui de l'information électronique a

légèrement augmenté en 2010 (+2%) et a retrouvé un taux de croissance à deux chiffres en 2011 (11,2%) pour atteindre 197,33 millions d'euros en 2011.

La **part de l'information numérique** continue de grimper dans le chiffre d'affaires des éditeurs généralistes : elle est passée de 29% en 2007 à **38% en 2011, en moyenne**.

2.2.2 Légère hausse de l'information numérique chez les éditeurs pluridisciplinaires



Evolution du marché français de l'information juridique électronique des éditeurs pluridisciplinaires (part information électronique)

Source : serdaLAB

	2009	%2010/2009	2010	%2011/2010	2011
CA info papier et autres	78 802 122	-5,2%	74 695 541	-2,9%	72 497 811
CA info numérique	46 295 105	5,8%	48 973 259	0,8%	49 376 766
CA global	125 097 227	-1,1%	123 668 801	-1,5%	121 874 577

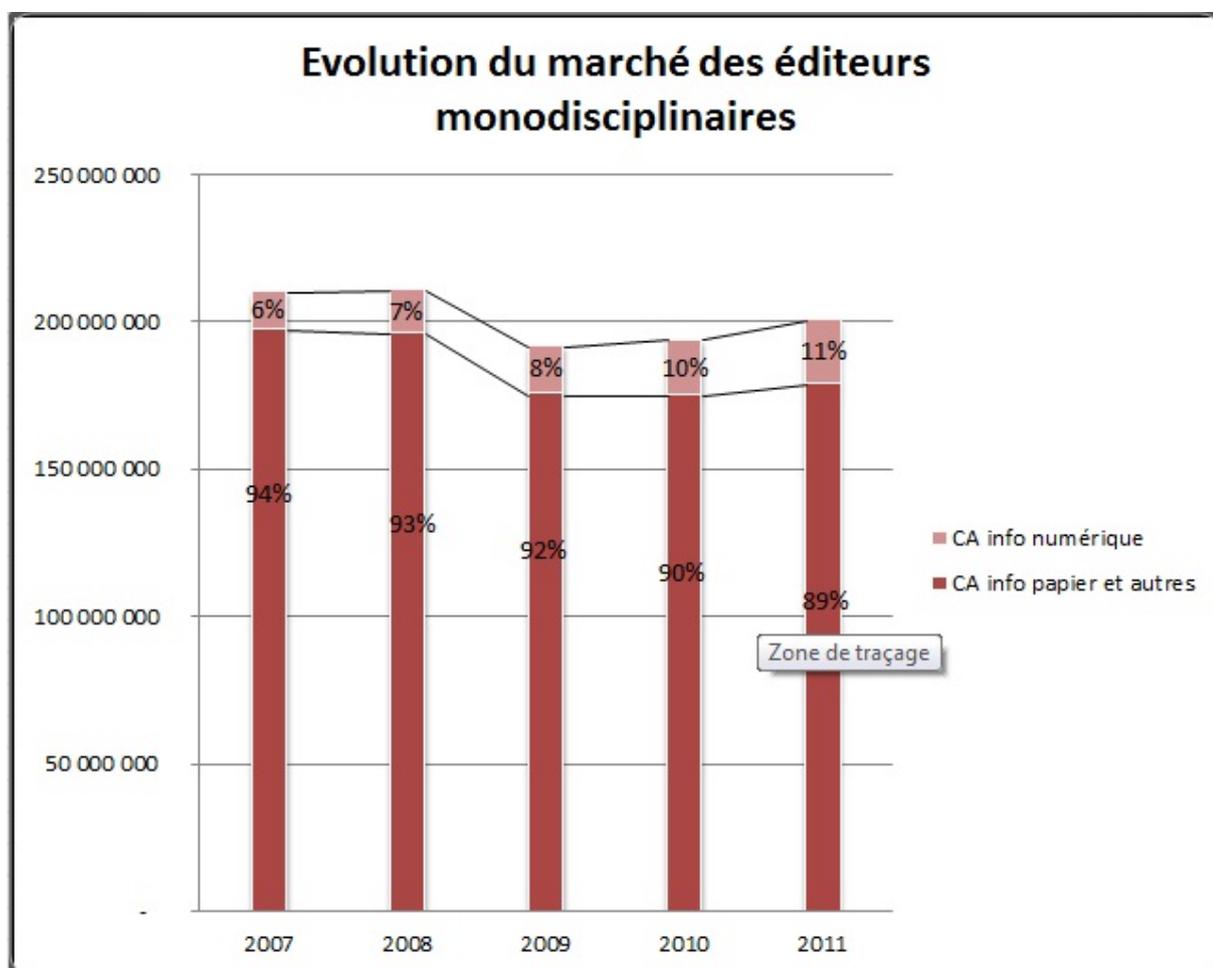
Chiffre d'affaires des éditeurs pluridisciplinaires entre 2009 et 2011

Source : serdaLAB

Les éditeurs pluridisciplinaires étaient en 2008 et 2009 le segment le plus dynamique du marché de l'information juridique électronique, avec des taux de croissance à deux chiffres. La crise a fait reculer ces taux à +5,8% en 2010 et à +0,8% en 2011.

Le chiffre d'affaires global des éditeurs pluridisciplinaires est toujours en recul de -1,1% en 2010 et -1,5% en 2011. Etant donné que leurs revenus liés l'information papier recule, **la part de l'information numérique dans le CA global continue d'augmenter pour arriver à 41%, en moyenne, en 2011.**

2.2.3 Le marché des éditeurs monodisciplinaires se reprend en 2011



Evolution du marché français de l'information juridique électronique des éditeurs monodisciplinaires (part information électronique)

Source : serdaLAB

	2009	%2010/2009	2010	%2011/2010	2011
CA info papier et autres	175 869 932	-0,3%	175 277 681	2,1%	178 914 308
CA info numérique	15 885 907	16,7%	18 543 619	16,4%	21 581 636
CA global	191 755 839	1,1%	193 821 300	3,4%	200 495 944

Chiffre d'affaires des éditeurs monodisciplinaires entre 2009 et 2011

Source : serdaLAB

Le marché des éditeurs monodisciplinaires a subi de plein fouet la crise, au global en 2009, pour remonter progressivement de +1,1% en 2010 et +3,4% en 2011. La progression des revenus issus de l'information numérique reste soutenue : +16,7% en 2010 et + 16,4% en 2011. **La part d'information numérique est encore faible : 11% du chiffre d'affaires global.**

2.2.4 Comparaison entre le taux de croissance global et celui de l'information numérique en 2011 de tous les segments de marché

Les segments des éditeurs généralistes et monodisciplinaires ont enregistré une augmentation de leur chiffre d'affaires général (papier et électronique) en 2011 : respectivement +0,4% et +3,4%. En revanche, les revenus globaux des éditeurs pluridisciplinaires sont en recul de -1,5%. En ce qui concerne l'information numérique, elle est en croissance dans tous les segments : éditeurs monodisciplinaires (+16,4%), éditeurs généralistes (+11,2%) et éditeurs pluridisciplinaires (+0,8%).

	Taux de croissance du CA global en 2011	Taux de croissance du CA Info numérique en 2011
Editeurs généralistes	+0,4%	+11,2%
Editeurs pluridisciplinaires	-1,5%	+0,8%
Editeurs monodisciplinaires	+3,4%	+16,4%
GLOBAL	+0,8%	+10%

Taux de croissance en 2011 du CA global et de l'information numérique

Source : serdaLAB

2.3 Edition juridique publique

2.3.1 La DILA

En janvier 2010, la DJO et la Documentation française ont été regroupées au sein d'une seule entité, baptisée **Direction de l'information légale et administrative (DILA)** et rattachée aux services du Premier Ministre.

Les missions de la DILA

L'édition et la diffusion de la norme juridique conformément à la Constitution :

- Les textes législatifs et réglementaires au Journal officiel, lois et décrets papier et électronique authentique rendant les textes opposables,
- Les débats parlementaires et les questions au Gouvernement.

Dans le cadre de cette mission, la DILA a développé des bases de données juridiques comme *legifrance.gouv.fr*.

L'édition et la diffusion des annonces légales :

1. Avis d'appel public à la concurrence et avis de résultat des marchés au BOAMP papier et sur *boamp.fr*, soit au total 250 000 annonces/an,
2. Publications relatives aux associations au Journal officiel des associations papier et sur *journal-officiel.gouv.fr*, soit au total 60 000 annonces/an,
3. Edition et diffusion des annonces entreprises au BODACC papier et sur *bodacc.fr*, soit au total 2,4 millions d'annonces /an.

Le Bodacc est intégralement gratuit depuis juin 2011. Il a suscité une envolée de l'audience. Ainsi 968 569 visites ont été enregistrées pour 5 464 630 pages vues, soit une progression respectivement de 12,2 % et 51,4 %. Une nouvelle version du site BODACC.fr est en ligne depuis janvier 2013.

La DILA est également responsable de la publication des convocations d'assemblées et des comptes annuels approuvés des sociétés cotées au BALO. La DILA gère les 18 000 informations réglementées annuelles produites par les 600 entreprises cotées à la bourse via le site *info-financiere.fr*

L'ensemble des informations publiées par la DILA bénéficie de **licences de rediffusion**. Il s'agit d'une cession avec droit de reproduction ou de diffusion de produits numérisés édités, détenus ou conservés par la DILA. Pour consulter les 19 licences commercialisées par la Dila, leurs tarifs et les titulaires : <http://www.data.gouv.fr/Redevances>. D'après une analyse du blog <http://donneesjuridiques.wordpress.com/2012/07/27/les-donnees-juridiques-sous-redevance/> :

- au total 44 sociétés, associations ou administrations ont souscrit un contrat de licence,

- le nombre moyen de licences par licencié est de 2,5.

- les éditeurs ayant souscrit plus de 6 licences (sur les 14 disponibles sont) sont :

Le centre de formation juridique (7)

Droit et finances en ligne (7)

Lexbase (8)

Lefebvre Sarrut (8)

Groupe moniteur (6)

Groupe revue fiduciaire (7)

Société Dbit (8)

LexisNexis (6)

Vlex (7)

Thomson Transactive (9)

Les diffusions (électronique et papier) du JO

Le nombre des abonnés au sommaire du JO mis en ligne, gratuitement, sur Légifrance est de 68 001 au 31 décembre 2011, soit une progression de 194 abonnés par rapport à 2010. Inversement, le nombre d'abonnés au JO papier diminue pour n'être plus que de 6 154 (- 2 152 abonnés par rapport à 2010).

Fréquentation du site [legifrance.gouv.fr](http://www.legifrance.gouv.fr) : 38^e site internet français le plus visité

Le site [legifrance.gouv.fr](http://www.legifrance.gouv.fr) occupe la 38^e place, juste derrière le site de la SNCF, dans le top 50 des audiences de sites internet français (source : journaldunet.com). Il a recueilli 8,423 millions de visiteurs uniques en novembre 2012. Ce chiffre inclut les visites du site [service-public.fr](http://www.service-public.fr).

Le chiffre d'affaires issu de la vente (= rediffusion) d'informations électroniques juridiques pour le site <http://www.legifrance.gouv.fr> est constitué des recettes tirées des redevances de mise à disposition des données juridiques, et s'élève pour 2010 à 176 000 euros, soit moins de 1 % des recettes globales de la DILA. Pour 2011, l'estimation de ce montant pourrait être légèrement plus élevée, au maximum de + 2 % (Les chiffres 2011 n'ont pas été transmis à Juriconnexion).

L'offre de contenus électroniques juridiques est structurée, selon les publications, sources et origines officielles du droit conformément aux exigences du décret n° 2002-1064 du 7 août 2002 relatif au service public de la diffusion du droit par l'internet.

L'offre est destinée à tous les publics. Les contenus relèvent des catégories Législation et Jurisprudence. Ils sont diffusés en format PDF, en ligne et XML.

LES CHIFFRES-CLÉS (AU 31 DÉCEMBRE 2011)

- * 803 collaborateurs DILA et 229 collaborateurs SACIJO
- * 216 millions de chiffre d'affaires (+3,3%)
- * 2,6 millions d'annonces légales publiées
- * 188 millions de visiteurs sur ses 11 sites internet

Source : <http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr>

2.3.2 Données publiques juridiques

S'agissant des données juridiques numériques, M. le Secrétaire général du gouvernement a confirmé la **gratuité de l'accès à Légifrance** dans son discours de clôture des Journées européennes de l'informatique juridique, rappelant la position du gouvernement en matière d'Open Data selon laquelle la valeur créée par la libération des données publiques est infiniment plus importante que les éventuels revenus que l'État pourrait tirer de leur vente.

Parmi les nouveautés en matière de données publiques, on peut signaler que le portail du droit européen eur-lex.europa.eu a été modernisé :

- Un nouveau design — pour une navigation plus simple,
- Navigation dans les collections juridiques et les répertoires,
- Trois moyens puissants pour chercher: rapide, avancé ou expert,
- Vue sur le cycle de vie complet d'un document à travers le processus législatif,
- Afficher ce que vous voulez, comme vous le voulez: votre page d'accueil, votre liste de résultats, vos résultats,
- Voir les documents jusqu'en trois langues simultanément et en différents formats,
- Naviguer d'une information ou d'un document à un autre en un seul clic,
- Sauvegarder vos éléments sélectionnés, recherches et flux RSS dans un espace personnel,
- Interagir avec d'autres utilisateurs via la communauté des utilisateurs,
- Réutiliser les informations de l'UE facilement et gratuitement.

... et plus à l'avenir : la version électronique authentique du Journal officiel et du Recueil de la jurisprudence, le droit européen en croate, les synthèses de la législation européenne, des consultations simplifiées du droit national des pays de l'UE, etc.

3. Analyse financière du marché

Cette partie est consacrée à l'analyse financière des bilans des acteurs pour les années 2009, 2010 et 2011. Ne sont pas traitées les sociétés pour lesquelles le chiffre d'affaires a été estimé dans la précédente partie, car autant nous pouvons estimer le chiffre d'affaires de certaines sociétés, autant il n'est pas possible d'estimer la Valeur Ajoutée, l'Excédent Brut d'Exploitation, ou encore le Résultat Net.

3.1 Evolution de la valeur ajoutée

DÉFINITION : VALEUR AJOUTÉE

La Valeur Ajoutée d'une entreprise est calculée en déduisant du Chiffre d'Affaires, tout ce qui a servi à produire ce chiffre d'affaires : les achats externes. Dans la valeur ajoutée n'est pas comptabilisée la masse salariale ou les loyers par exemple. Ces achats externes sont constitués d'achats de prestations externes, d'achats de matériels servant à la production, etc.

	2009	Evolution 2010/2009	2010	Evolution 2011/2009	2011
% Valeur Ajoutée / Chiffre d'Affaires	61,3 %	1,2 %	60,55 %	0,97 %	61,14 %

Evolution de la valeur ajoutée entre 2009 et 2011

Source : serdaLAB

Globalement, la valeur ajoutée des entreprises du secteur est bonne. Une moyenne autour de 60% de valeur ajoutée se dessine. Le montant de 2010 a très légèrement baissé pour repasser en 2011 la barre des 61 %, c'est-à-dire à son niveau de 2007, alors même que les entreprises du secteur enregistraient une baisse de chiffre d'affaires. Les entreprises ont donc joué sur leur frais et sur leurs charges de personnel pour maintenir leur valeur ajoutée. Nous avons vu dans la première partie que les effectifs du secteur avaient chutés de plus de 10% depuis 2007.

3.1.1 Répartition de la valeur ajoutée des entreprises par catégorie de chiffre d'affaires

La Valeur ajoutée est relativement différenciée selon le niveau de chiffre d'affaires.

Nous avons analysé les montants de valeur ajoutée selon 4 typologies de chiffres d'affaires.

Taille des entreprises	2009	2010	2011
< 1 M€ de CA	64,8 %	61,4 %	64,4 %
> 1 M€ et < 10 M€	60,4 %	59,5 %	58,7 %
> 10 M€ et < 50 M€	40,1 %	39,3 %	42,5 %
> 50 M€ de CA	64,9 %	64,2 %	64,3 %

Evolution de la valeur ajoutée (% de VA/CA) entre 2009 et 2011 par catégorie de chiffre d'affaires

Source : serdaLAB

On peut noter que Dalloz a changé de catégorie en 2011, puisque l'entreprise est passée de 48,35 M€ de chiffre d'affaires global en 2010 à 51,26 M€ en 2011, et rentre ainsi dans la cour des grands, et rejoint Les Editions Législatives, LexisNexis et Wolters Kluwer.

De manière générale, on note que la valeur ajoutée est bonne aux deux bouts des segments. Ce sont les entreprises de moins d'un million d'euros de chiffres d'affaires, et celle de plus de 50 millions d'euros de chiffre d'affaires qui ont la meilleure valeur ajoutée. Entre les deux, les acteurs les moins performants en terme de valeur ajoutée sont constitués des tailles d'entreprises entre 10 et 50 M€ de CA, c'est-à-dire la catégorie regroupant le Groupe Revue Fiduciaire, Lextenso, Weka, et le groupe France Agricole, même si ce dernier atteint 57% de valeur ajoutée, soit la meilleure performance de sa catégorie.

3.1.2 Répartition de la valeur ajoutée des entreprises par segment

Par catégories d'éditeurs	2009	2010	2011
Généralistes	64,8 %	63,7 %	63,3 %
Pluridisciplinaires	33,1 %	32,0 %	36,0 %
Monodisciplinaires	63,6 %	63,2 %	64,1 %

Evolution de la valeur ajoutée (% de VA/CA) entre 2009 et 2011 par segment

Source : serdaLAB

La catégorie des acteurs pluridisciplinaires est très en-dessous des taux de valeur ajoutée du secteur, comme les années précédentes. On note toutefois un redressement de 32 à 36% de valeur ajoutée en 2011, ce qui constitue une belle amélioration. Quant aux éditeurs monodisciplinaires, ils améliorent encore de presque un point leur valeur ajoutée.

3.2 Evolution du Résultat Net au global

DÉFINITION : EBE (EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION)

L'excédent brut d'exploitation est le solde du compte d'exploitation, pour les sociétés. Il est égal à la valeur ajoutée, diminuée de la rémunération des salariés, des autres impôts sur la production et augmentée des subventions d'exploitation.

Pour les entreprises individuelles, le solde du compte d'exploitation est le revenu mixte.

L'excédent d'exploitation peut être calculé net, si l'on retranche la consommation de capital fixe.

Source : Insee

DÉFINITION : LE RÉSULTAT NET

Le résultat net est la part de bénéfice restante lorsque l'Impôt sur les Sociétés est payé. En France, le montant d'Impôt sur les Sociétés est de 33% des bénéfices.

Le cas de Wolters Kluwer est à prendre en compte dans l'explication des chiffres. En effet, cette société a provisionné des pertes sur l'exercice 2011 à hauteur de plus de 100 M€, ce qui fausse l'ensemble des résultats.

Le tableau ci-dessous ne prend donc pas en compte le résultat négatif de Wolters Kluwer. Pour plus de détail, se reporter à l'analyse financière détaillée de cette société.

	2009	Evolution 2010/2009	2010	Evolution 2011/2010	2011
Moyenne de résultat net du marché	12,5 %	+ 0,8 %	12,6 %	+ 27,0 %	16%

Evolution du résultat net entre 2009 et 2011

Source : serdaLAB

En 2007, soit avant la crise économique, la moyenne de rentabilité du marché s'élevait à 17%. En 2008 (la crise s'est déclenchée en octobre 2008,), la moyenne de rentabilité a diminué de 1,5 point pour atteindre 15,7 %. En 2009, la chute de rentabilité a continué, et la moyenne a perdu plus de 2 points pour atteindre 12,5%. Le taux est resté stable pour 2010, mais on note une remontée de plus de 25% au titre de 2011.

La dégradation de la rentabilité du secteur en marche depuis 2008 est enrayée, et les acteurs ont donc renoué avec les taux d'avant la crise. Le marché de l'information juridique professionnelle a donc réagi à la crise, et décidé des ajustements nécessaires.

Le secteur bénéficie de manière générale de bons taux de rentabilité. La crise a entamé les marges des entreprises du marché, mais beaucoup ont réagi, même si certaines sont en perte au titre de 2011. 11 sociétés ont vu leur résultat net augmenter en 2011, 9 ont vu leurs résultat net baisser, et 5 enregistrent des pertes : Les Cahiers fiscaux européens, Achat Public, la Revue Banque, Lextenso et Wolters Kluwer.

3.2.1 Répartition de la rentabilité des entreprises par segment de chiffre d'affaires

La société Wolters Kluwer enregistre en 2011 une perte historique de plus de 100 M€ (voir le détail dans la fiche Wolters Kluwer dans le chapitre 2). Nous avons donc choisi de traiter les résultats avec et sans Wolters Kluwer.

Taille des entreprises	2009	2010	2011
< 1 M€ de CA	11,5 %	7,0 %	14,5 %
> 1 M€ et < 10 M€	5,3 %	9,7 %	4,8 %
> 10 M€ et < 50 M€	6,6 %	5,6 %	7,6%
> 50 M€ de CA	13,7 %	13,9 %	- 1,8 %
> 50 M€ de CA (sans Wolters Kluwer)	18,6 %	18,9 %	18,3 %
Moyenne du marché	12,5 %	12,6 %	- 0,3 %
Moyenne du marché (sans Wolters Kluwer)	15,9 %	16,2 %	16,0 %

Analyse du taux de résultat net, par catégorie de chiffre d'affaires entre 2009 et 2011

Source : serdaLAB

Pour rappel, la société Dalloz entre dans la catégorie des plus de 50 M€ de CA en 2011.

Si on analyse maintenant les bénéfices réalisés selon la taille des entreprises, il s'avère que les plus importants bénéfices sont le fait d'entreprises réalisant plus de 50 millions d'euros de chiffre d'affaires, et depuis 2011, également le segment des entreprises de moins de 1 million d'euros de chiffre d'affaires.

Dans le tableau ci-dessus, nous avons procédé à deux modes de calcul :

- l'un avec tous les acteurs,

- l'autre sans Wolters Kluwer, qui perd en 2011 plus de 100 M€. Cette perte de 100 M€ est à apprécier au regard de la totalité des bénéfices des entreprises du secteur : c'est-à-dire environ 100 M€. Nous avons donc préféré intégrer dans le tableau les deux modes de calcul. Plus précisément, la perte de Wolters Kluwer pour la seule année 2011 est de - 103.620.100 €, et les bénéfices et pertes de tous les autres réunis représentent la somme de + 101 339.017 €

Avec l'ensemble des acteurs de la catégorie des plus de 50 M€ de CA, la moyenne du marché se situe à - 0,3 % de résultat net.

En retirant le cas de Wolters Kluwer sur les trois années consécutives, **la moyenne du secteur atteint 16% de résultat net, essentiellement tiré par les gros du domaine** : les sociétés Dalloz, Editions Francis Lefebvre, Editions Législatives, Groupe Moniteur et LexisNexis France.

La catégorie des - de 1 M€ de CA a doublé sa rentabilité entre 2010 et 2011. Cette catégorie voit presque tous ses acteurs améliorer leur performance, pour atteindre une moyenne de 14,5 % de résultat net.

La catégorie des entreprises réalisant entre 1 et 10 millions de chiffres d'affaires sont celles dont la rentabilité est la plus faible du secteur (tout en restant proche de 5% en 2011).

Viennent ensuite les entreprises se situant entre 10 et 50 millions de chiffres d'affaires, avec une moyenne de 7,6%. C'est également une moyenne assez faible par rapport aux autres catégories, soit plus de moitié moins que la moyenne.

3.2.2 Répartition de la rentabilité des entreprises par catégorie d'acteurs

Segments d'éditeurs	2009	2010	2011
Généralistes	11,7 %	11,8 %	- 12,2 %
Généralistes (sans Wolters Kluwer)	11,7 %	11,8 %	19,4 %
Pluridisciplinaires	4,7 %	3,7 %	7,4 %
Monodisciplinaires	15,9 %	16,0 %	15,0 %
Moyenne	12,5 %	12,5 %	- 0,3 %
Moyenne (sans Wolters Kluwer)	15,9 %	16,2 %	16,0 %

Analyse du taux de résultat net, par segment d'éditeurs entre 2009 et 2011
serdaLAB

Le segment d'éditeurs le plus rentable reste celui des éditeurs monodisciplinaires. La spécialisation est payante et permet de dégager des marges supérieures.

Le segment des éditeurs généralistes a augmenté sa rentabilité en 2011, puisqu'elle passe d'un peu moins de 12% à plus de 19%. Si l'on tient compte de l'influence des résultats de Wolters Kluwer, en revanche, on voit que l'impact de cet éditeur est important sur le marché, car il suffit à faire passer le résultat net de 19,4% à - 12,2 % dans la catégorie des éditeurs généralistes. Voir le détail de Wolters Kluwer dans le chapitre 2.

Le segment le moins rentable est celui des éditeurs pluridisciplinaires, mais qui néanmoins est en forte remontée, de 3,7 à 7,4 %, et renoue avec ses performances de 2007, même si elles restent en deça de la moyenne globale.

Si on compare les rentabilités par rapport aux chiffres d'affaires, les meilleurs taux de rentabilité sont dans les deux segments les plus importants : les éditeurs généralistes et les éditeurs monodisciplinaires.

En synthèse :

En croisant les analyses par catégorie de chiffres d'affaires et par catégorie d'acteurs, on peut dire en synthèse que :

- Les meilleures rentabilités sont enregistrées par les éditeurs généralistes et monodisciplinaires comptabilisant plus de 40 millions d'euros de chiffre d'affaires (exception faite de Wolters Kluwer).
- Les moindres rentabilités sont enregistrées par les éditeurs pluridisciplinaires réalisant entre 1 et 50 millions d'euros de chiffre d'affaires.

L'association Juriconnexion a souhaité une analyse plus approfondie de 6 acteurs. Ces acteurs figurent parmi les acteurs les plus importants du domaine en termes de chiffres d'affaires globaux.

Rappelons que les ratios financiers sont des indicateurs de la santé financière d'une entreprise. Mais ils ne sont pas les seuls indicateurs. Il faut toujours considérer une entreprise dans sa globalité, et aussi prendre en compte la stratégie à moyen terme de l'entreprise, son investissement dans les femmes et les hommes qui la composent, le développement à l'international, l'investissement dans les nouvelles technologies, l'information numérique, etc.

Les 6 sociétés analysées :

- [Daloz \(groupe ELS\)](#)
- [Editions Francis Lefebvre \(groupe ELS\)](#)
- [Editions Législatives \(groupe ELS\)](#)
- [Lexbase](#)
- [LexisNexis France](#)
- [Wolters Kluwer France](#)

CHAPITRE 2

ANALYSE MICRO-ECONOMIQUE DES ACTEURS DU MARCHE DE L'INFORMATION JURIDIQUE

1. Les trois groupes généralistes

Ce segment regroupe les éditeurs proposant une offre large en matière d'information juridique grâce à une croissance interne et externe. Les éditeurs « généralistes » regroupent les trois leaders du marché : Wolters Kluwer, le groupe Lefebvre Sarrut et LexisNexis.

NOTE D'ATTENTION

Les chiffres d'affaires communiqués de manière individuelle dans cette étude sont les chiffres d'affaires globaux réalisés en France regroupant toutes les activités de la société ainsi que l'édition papier et électronique. SerdaLAB dispose des chiffres d'affaires correspondant à la vente d'information électronique, mais assure aux éditeurs la confidentialité de ces chiffres, qui ne sont donc pas communiqués dans l'étude. Ils sont uniquement utilisés pour calculer le marché global et par segment.

Groupe	Nationalité	Filiales ou Marques	Date de création	CA Monde 2010 (en milliards d'euros)	CA Monde 2011 (en milliards d'euros)
Editions Lefebvre Sarrut (Groupe ELS)	France	Editions Francis Lefebvre Dalloz Editions Législatives	1930 1845 1947	0,219 (pôle édition)	0,230 (pôle édition)
Wolters Kluwer	Pays-Bas	Lamy Dalian Groupe Liaisons	1895 (WK) 1989 (WK France)	3,556	3,4
Reed Elsevier	Pays-Bas	LexisNexis (Jurisclasseur, Litec, DO)	1907 1979 (LexisNexis)	5,387	4,395

Les éditeurs juridiques généralistes et leur CA monde 2010 et 2011

Source : site Internet des éditeurs

*Communiqué de presse du groupe ELS

1.1 Le Groupe Editions Lefebvre Sarrut (ELS)

1.1.1 Structure capitalistique

1.1.2 Positionnement du groupe Lefebvre Sarrut : premier groupe d'édition juridique en France

GROUPE EDITIONS LEFEBVRE SARRUT (ELS)	
Chiffre d'affaire global France (2011)	230 millions d'euros
Taux de croissance en 2011	+4,9%
Part d'information numérique en 2011	47% (en moyenne sur les 3 éditeurs)

Source : groupe ELS et societe.com

Le Groupe Lefebvre Sarrut regroupe les sociétés :

- Dalloz
- Editions Francis Lefebvre
- Editions Législatives

1.1.3 Analyse financière

Dalloz

Dalloz a réalisé en 2011 un chiffre d'affaires global de 51 256 800 €, en augmentation de 6% par rapport à l'année précédente. C'est une année historique pour Dalloz qui franchit le cap des 50 M€ de CA. Et cette croissance de 6% est une des plus fortes du domaine.

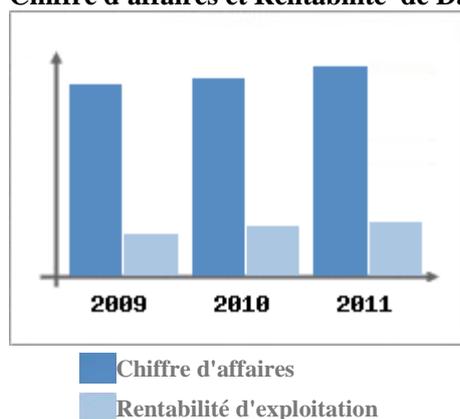
Pour l'année 2011, la valeur ajoutée s'est montée à 54%, en hausse continue depuis trois ans, sans toutefois atteindre la moyenne du secteur qui est de 64%.

Le résultat net se monte pour 2011 à 4,7 M€, soit un taux de résultat net de 9,1%. C'est un taux plus bas que la moyenne du secteur,

L'effectif salarié a continué de croître, ce qui est le cas chaque année depuis 2007 pour Dalloz. Le nombre de salariés est passé de 232 en 2009 à 237 en 2010, et à 242 en 2011, soit + 2% des effectifs en un an. Cela ne représente que 10 créations de postes en 3 ans, mais est tout de même à souligner, puisqu'au global, l'ensemble du secteur a plutôt tendance à perdre des emplois.

Le chiffre d'affaires moyen par salarié est de 212 000 €, ce qui est en dessous de la moyenne du secteur.

Chiffre d'affaires et Rentabilité de Dalloz



Ce graphe permet de mesurer l'évolution du chiffre d'affaires et de la rentabilité de l'entreprise.

La rentabilité est mesurée grâce à l'Excédent Brut d'Exploitation (EBE) qui, à la différence du Résultat d'Exploitation, ne tient pas compte des choix de gestion de l'entreprise (dotations/reprises aux amortissements et transferts de charges).

	2011	2010	2009
Performance			
Evolution de l'activité	106,01 %	103,76 %	93,95 %
Taux de VA	54,01 %	53,44 %	50,64 %
Rentabilité d'exploitation	21,50 %	20,88 %	17,60 %
Rentabilité nette finale	9,15 %	9,41 %	7,73 %
Capacité d'autofinancement	12,83 %	12,94 %	10,52 %
Rentabilité financière	32,29 %	33,45 %	30,51 %

En termes de ratios financiers, les résultats sont bons. Le niveau d'endettement est extrêmement faible (moins de 1%), et l'endettement financier a baissé en 2011.

La rentabilité de Dalloz est moins bonne que les autres acteurs de sa catégorie, mais on voit tous les signes d'un investissement pour développer l'entreprise, ce qu'elle réussit à faire. Et cela est un peu au détriment de la rentabilité, pour l'instant.

Editions Francis Lefebvre

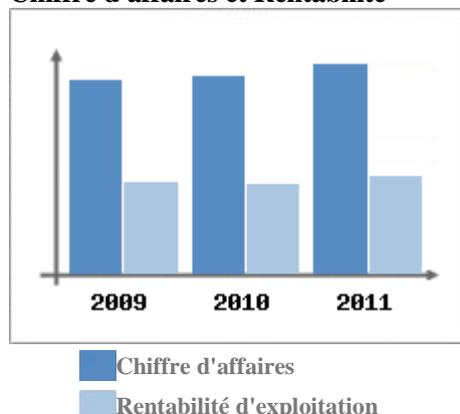
Les Editions Francis Lefebvre ont réalisé en 2011 un chiffre d'affaires de 99 768 200 €, en augmentation de 6,55% par rapport à l'année précédente. C'est la plus forte croissance parmi les gros acteurs du domaine. Si l'entreprise continue sur sa lancée, elle devrait franchir le cap des 100 M€ de CA en 2012.

Pour l'année 2011, la valeur ajoutée s'est montée à 74%, ce qui est un excellent ratio, supérieur de 10 points par rapport à la moyenne du secteur.

Le résultat net se monte pour 2011 à 22 M€, soit un taux de résultat net de 22%. C'est un taux très élevé, et les taux de bénéfices sont importants, et surtout réguliers malgré la crise.

L'effectif salarié a progressé en 2011 pour la première fois depuis longtemps, passant de 321 salariés à 341, soit 20 créations de postes et plus de 6% d'augmentation de l'effectif. La moyenne de chiffre d'affaires par salarié frôle les 300 000 €, ce qui est remarquable. La moyenne du secteur est de 234 000 € par salarié.

Chiffre d'affaires et Rentabilité



Ce graphe permet de mesurer l'évolution du chiffre d'affaires et de la rentabilité de l'entreprise.

La rentabilité est mesurée grâce à l'Excédent Brut d'Exploitation (EBE) qui, à la différence du Résultat d'Exploitation, ne tient pas compte des choix de gestion de l'entreprise (dotations/reprises aux amortissements et transferts de charges).

Le ratio RN/CA estime la capacité de l'entreprise à dégager un profit net final, après prise en compte de la totalité des charges qui ont été supportées par l'entreprise tout au long de l'année.

	2011	2010	2009
Performance			
Evolution de l'activité	106,55 %	101,55 %	100,99 %
Taux de VA	74,22 %	72,59 %	72,78 %
Rentabilité d'exploitation	43,45 %	42,53 %	43,71 %
Rentabilité nette finale	22,08 %	26,30 %	27,66 %
Capacité d'autofinancement	27,97 %	28,62 %	32,43 %
Rentabilité financière	34,92 %	38,48 %	38,40 %

En termes de ratios financiers, les résultats sont bons. Le niveau d'endettement est extrêmement faible (moins de 1%), et l'endettement financier a baissé en 2011.

Editions Législatives

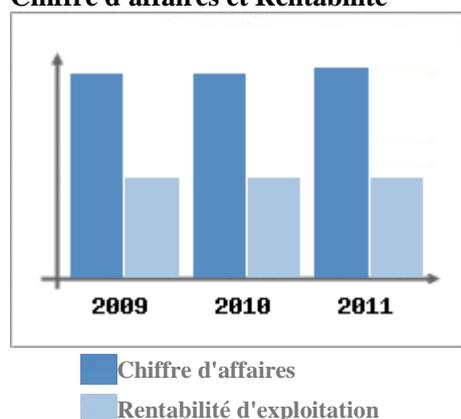
Les Editions Législatives ont réalisé en 2011 un chiffre d'affaires de 79 169 00 €, en augmentation de 2,3% par rapport à l'année précédente.

Pour l'année 2011, la valeur ajoutée s'est montée à 77%, ce qui est un excellent ratio, supérieur de 13 points par rapport à la moyenne du secteur.

Le résultat net se monte pour 2011 à 19 M€, soit un taux de résultat net de 24%. C'est un taux très élevé, et les taux de bénéfices sont importants, et surtout réguliers malgré la crise. Le bénéfice net équivaut à 1/4 du chiffre d'affaires. Les Editions Législatives sont une entreprise de tout premier plan dans le secteur.

L'effectif salarié est stable sur les trois dernières années, à 1 ou 2 personnes près. La moyenne de chiffre d'affaires par salarié est de 241 000 €, ce qui est à peu près dans la moyenne du secteur (234 000 € par salarié).

Chiffre d'affaires et Rentabilité



Ce graphe permet de mesurer l'évolution du chiffre d'affaires et de la rentabilité de l'entreprise.

La rentabilité est mesurée grâce à l'Excédent Brut d'Exploitation (EBE) qui, à la différence du Résultat d'Exploitation, ne tient pas compte des choix de gestion de l'entreprise (dotations/reprises aux amortissements et transferts de charges).

	2011	2010	2009
Performance			
Evolution de l'activité	102,28 %	100,40 %	101,45 %
Taux de VA	77,38 %	76,70 %	76,01 %
Rentabilité d'exploitation	44,78 %	45,87 %	45,65 %
Rentabilité nette finale	24,06 %	23,66 %	24,64 %
Capacité d'autofinancement	26,24 %	28,73 %	28,02 %
Rentabilité financière	40,18 %	38,83 %	40,34 %

En termes de ratios financiers, les résultats sont bons. Le niveau d'endettement est extrêmement faible (moins de 1%).

1.2 Wolters Kluwer



NOTE D'ATTENTION

Le chiffre d'affaires concernant l'information numérique électronique de Wolters Kluwer a été surestimé dans la dernière étude parue en mars 2011. Wolters Kluwer n'ayant pas renvoyé son questionnaire dans l'étude de 2011, nous avons pris comme part d'information numérique la même que celle vendue au niveau mondial. Or c'est moins.

1.2.1 Structure capitalistique

1.2.2 Positionnement de Wolters Kluwer France

WOLTERS KLUWER FRANCE	
Chiffre d'affaire global partie juridique (2011)	159,77 millions d'euros
Taux de croissance en 2011	-6,1%
Part d'information numérique	33%

Source : Wolters Kluwer et societe.com

1.2.3 Analyse financière de Wolters Kluwer

Wolters Kluwer a réalisé en 2011 un chiffre d'affaires de 159 772 800 €, en baisse de 6% par rapport à l'année précédente. Cette baisse est régulière depuis 2009, avec - 15% de chiffre d'affaires enregistré sur les trois dernières années.

Pour l'année 2011, la valeur ajoutée s'est montée à 56%, et est stable sur les deux dernières années. C'est en dessous de la moyenne du secteur qui est de 64%.

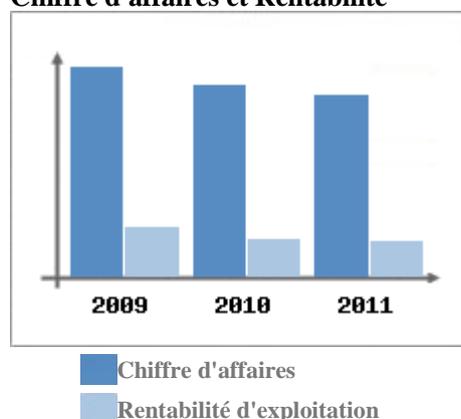
Le résultat net pour 2011 est de - 103 620 100 €, soit plus de 100 M€ de perte. Nous analysons donc ici l'excédent brut d'exploitation aussi bien que le résultat net pour comprendre les chiffres. L'excédent brut d'exploitation a chuté sur la période des trois dernières années et est passé de 37 M€ soit 20% du chiffre d'affaires en 2009 à 24 M€, soit seulement 15% du chiffre d'affaires. Mais c'est surtout le résultat net qui impacte ici, puisqu'il affiche 100 millions d'euros de pertes.

Cette perte est en fait une perte financière et moins une perte d'exploitation, même si les ratios ont chuté également. Ce chiffre est dû, selon les comptes détaillés de l'entreprise et les commentaires des commissaires aux comptes, à une dépréciation d'actifs, positionnée à hauteur de 82,3 M€ qui vient donc gréver le résultat net. Les fonds de commerce dépréciés sont entre autres : le pôle Lamy Solution de Gestion, le Pôle Annonces et Formalités Légales, etc. Une dépréciation des titres de participation est également intervenue à hauteur de 38,9 M€.

On se souvient qu'un plan de sauvegarde de l'emploi avait été mis en place en 2009, aboutissant à 111 suppressions de poste. L'effectif salarié était passé de 1 038 en 2009 à 884 en 2010. La baisse a continué de 6% en 2011, et enregistre encore 55 postes de moins.

Le chiffre d'affaires moyen par salarié est de 193 000 €, ce qui est en dessous de la moyenne du secteur.

Chiffre d'affaires et Rentabilité



Ce graphe permet de mesurer l'évolution du chiffre d'affaires et de la rentabilité de l'entreprise.

La rentabilité est mesurée grâce à l'Excédent Brut d'Exploitation (EBE) qui, à la différence du Résultat d'Exploitation, ne tient pas compte des choix de gestion de l'entreprise (dotations/reprises aux amortissements et transferts de charges).

	2011	2010	2009
Performance			
Evolution de l'activité	93,90 %	91,48 %	85,32 %
Taux de VA	55,50 %	56,20 %	59,68 %
Rentabilité d'exploitation	14,80 %	15,29 %	19,89 %
Rentabilité nette finale	-64,85 %	-0,60 %	1,08 %
Capacité d'autofinancement	10,97 %	7,52 %	10,22 %
Rentabilité financière	-63,33 %	-0,38 %	0,75 %

En termes de ratios financiers, les résultats de 2011 se retrouvent en négatif. Le niveau d'endettement est élevé, puisque Wolters Kluwer France a contracté un emprunt à la maison mère aux Pays-Bas d'environ 450 M€, tout en remontant une partie de sa trésorerie à la maison mère.

1.3 LexisNexis

1.3.1 Structure capitalistique

1.3.2 Positionnement de LexisNexis

LEXISNEXIS FRANCE	
Chiffre d'affaire global (2011)	135,89 millions d'euros
Taux de croissance en 2011	+1,2%
Part d'information numérique en 2011	Environ 30%

Source : societe.com

1.3.3 Analyse financière Lexis Nexis

LexisNexis France a réalisé en 2011 un chiffre d'affaires de 135 889 400 €, en très légère augmentation de 1,2% par rapport à l'année précédente. LexisNexis est le second plus gros acteur du marché derrière Wolters Kluwer.

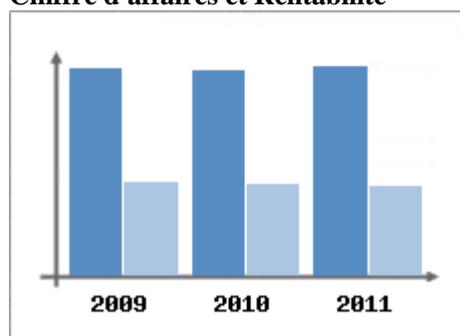
Pour l'année 2011, la valeur ajoutée s'est montée à 68%, ce qui est supérieur de quatre points à la moyenne du secteur qui est de 64%.

Le résultat net se monte pour 2011 à 27,8 M€, soit un taux de résultat net de 20,5%. C'est un des taux les plus dynamiques du secteur,

L'effectif salarié est de 464 en 2011, contre 477 en 2010, soit 13 postes supprimés ou non remplacés. En 2009, l'effectif était de 452, donc on constate une évolution en positif sur la période au final.

Le chiffre d'affaires moyen par salarié est de 293 000 €, ce qui est un des records de la profession.

Chiffre d'affaires et Rentabilité



- Chiffre d'affaires
- Rentabilité d'exploitation

Ce graphe permet de mesurer l'évolution du chiffre d'affaires et de la rentabilité de l'entreprise. La rentabilité est mesurée grâce à l'Excédent Brut d'Exploitation (EBE) qui, à la différence du Résultat d'Exploitation, ne tient pas compte des choix de gestion de l'entreprise (dotations/reprises aux amortissements et transferts de charges).

	2011	2010	2009
Performance			
Evolution de l'activité	101,22 %	99,30 %	96,16 %
Taux de VA	67,81 %	69,50 %	70,34 %
Rentabilité d'exploitation	39,08 %	40,59 %	41,72 %
Rentabilité nette finale	20,48 %	21,55 %	20,19 %
Capacité d'autofinancement	23,92 %	24,00 %	25,96 %
Rentabilité financière	82,92 %	83,57 %	82,73 %

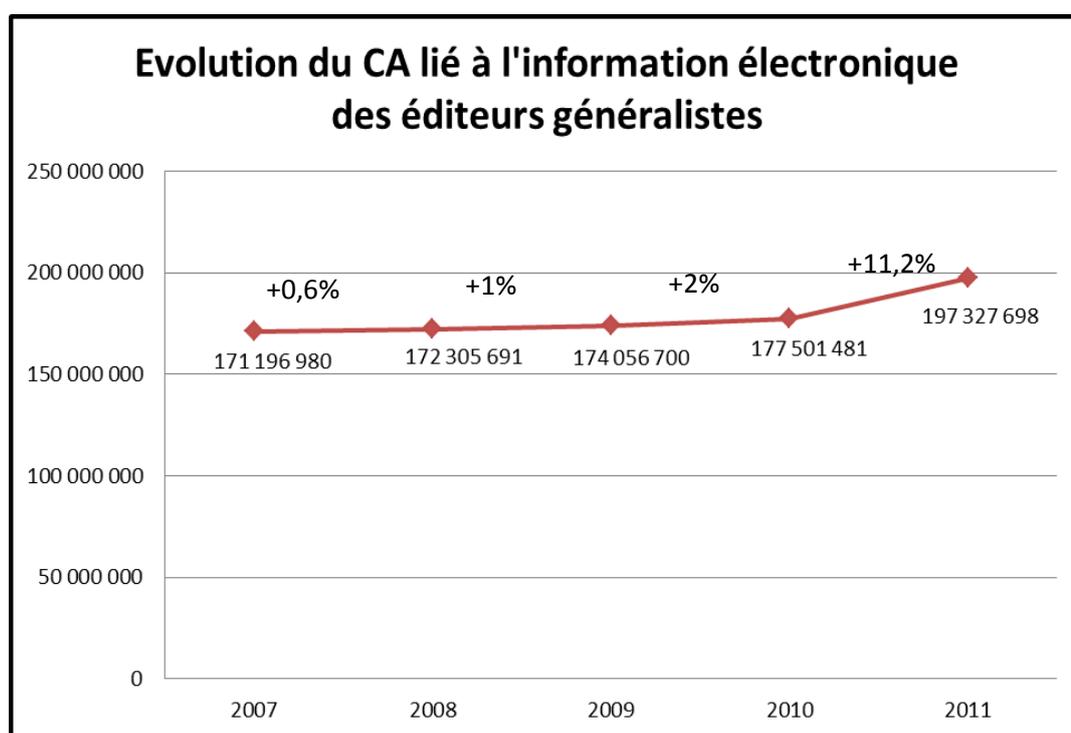
En termes de ratios financier, les résultats sont bons. Le niveau d'endettement est faible.

Synthèse des éditeurs généralistes : Reprise en 2011 d'une croissance à deux chiffres

NOTE D'ATTENTION

Le chiffre d'affaires concernant l'information numérique électronique de Wolters Kluwer a été surestimé dans la dernière étude parue en mars 2011. Wolters Kluwer n'ayant pas renvoyé son questionnaire dans l'étude de 2011, nous avons pris comme part d'information numérique la même que celle vendue au niveau mondial. Or c'est moins.

Les éditeurs généralistes ont été confrontés à des taux de croissance de leur chiffre d'affaires lié à l'information numérique très modestes, de 2007 à 2010 : +0,6% en 2008, +1% en 2009 et +2% en 2010. L'année 2011 marque une année de reprise pour les éditeurs généralistes qui observent un taux de croissance à deux chiffres (+11,2%).



Chiffre d'affaires issu de la vente d'information numérique des éditeurs généralistes de 2007 à 2011

Source : serdaLAB

Le groupe Editions Lefebvre Sarrut (ELS), seul groupe d'édition juridique d'origine française parmi les éditeurs généralistes, poursuit sa croissance (+16% en moyenne sur les trois entités en 2011) du chiffre d'affaires lié à l'information électronique. Son évolution de chiffre d'affaires est stable et continue. Le taux de croissance de l'information électronique est plus de trois fois supérieur à celui de l'information au format papier (+4,9% en 2011).

Le groupe Wolters Kluwer est en perte de vitesse depuis cinq ans et voit ses revenus pour l'édition juridique papier et électronique baisser de près de 6% en 2011.

Quant à LexisNexis France, son chiffre d'affaires (information papier et électronique) évolue en dents de scie (Hausse en 2011 de +1,2%, après deux baisses consécutives en 2009 et 2010, et une hausse en 2008).

Ces deux derniers groupes, filiales de groupes étrangers et cotés en bourse, sont soumis à des objectifs de rentabilité importants. Ces maisons-mère n'hésitent pas à se séparer de leurs filiales les moins rentables.

	CA global 2009	Evolution CA global 2010	CA global 2010	Evolution CA global 2011	CA global 2011
Groupe ELS	219 500 000	-0,05%	219 390 700	+4,9%	230 194 000
Wolters Kluwer	186 000 000	-8,52%	170 147 000	-6,1%	159 772 800
LexisNexis	135 200 000	-0,70%	134 251 000	+1,2%	135 889 400
CA total	540 700 000	-3,13%	523 788 700	+0,4%	525 856 200

Evolution du Chiffre d'affaires global des éditeurs généralistes

Source : Infogreffe

L'offre électronique de ces éditeurs représente entre 30% et 50% de leur chiffre d'affaires total, en 2011.

2. Les éditeurs pluridisciplinaires

Ce segment regroupe 9 éditeurs, publics et privés, de taille moyenne proposant une offre dans plusieurs domaines du droit.

Groupe	Société mère	Date de création	Effectifs France 2011
Afnor éditions	Indépendant	1926	1229
Berger Levrault	Siprex (Groupe Accueil)	1976	1100
DILA (ex-DJO)	Administration centrale	2010	803
Groupe Revue Fiduciaire	Indépendant	1955	134
Legal News	Groupe Ficade	1997	NC
Lexbase	Indépendant	1999	19
Lextenso	Indépendant	NC	58*
Thomson Transactive	Thomson Reuters	1988	7*
Weka éditions	Weka Business Information	1973 (en Allemagne) 1979 (en France)	38

Les éditeurs juridiques pluridisciplinaires

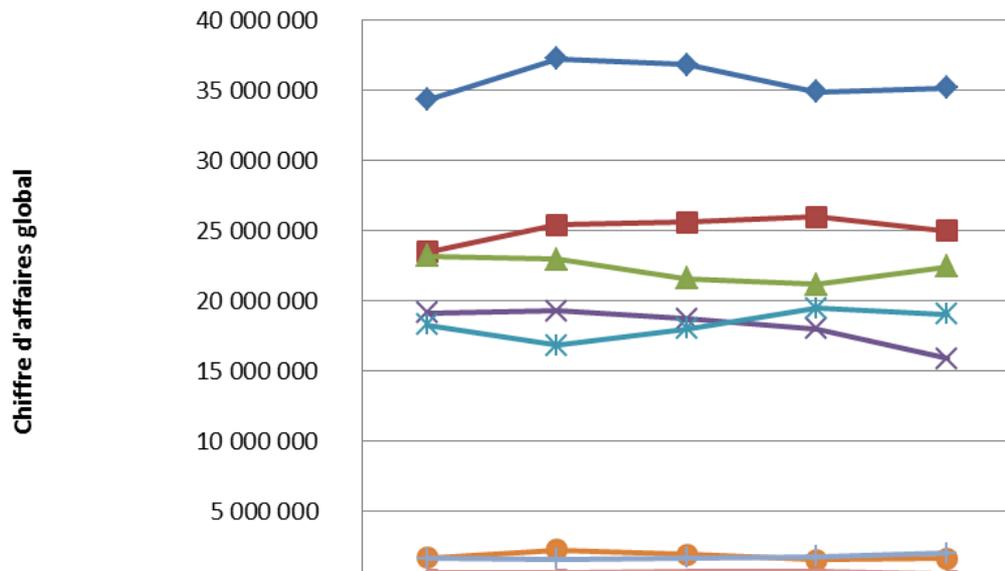
Source : serdaLAB

*chiffre 2010

2.1 Evolution du chiffre d'affaires des éditeurs multidisciplinaires

Les évolutions du chiffre d'affaires global des éditeurs multidisciplinaires sont très disparates.

Evolution du CA global des éditeurs pluridisciplinaires



	CA global 2007	CA global 2008	CA global 2009	CA global 2010	CA global 2011
◆ Groupe Revue Fiduciaire	34 331 000	37 220 000	36 800 000	34 900 000	35 160 300
■ Afnor	23 500 000	25 400 000	25 600 000	26 000 000	25 000 000
▲ Berger-Levrault	23 200 000	22 968 000	21 589 920	21 158 122	22 427 609
× Weka	19 140 000	19 300 000	18 700 000	18 000 000	15 882 200
* Lextenso	18 300 000	16 854 000	18 020 000	19 493 000	19 058 000
● Thomson / Transactive	1 702 000	2 276 000	1 959 000	1 567 100	1 692 468
+ Lexbase	1 650 000	1 616 000	1 724 000	1 818 100	2 054 000
— Legal News	700 000	702 200	704 307	732 479	600 000

Chiffres d'affaires globaux des éditeurs pluridisciplinaires

Source : societe.com

Concernant **Afnor**, le chiffre d'affaires concerne Afnor éditions.

2.2 Analyse financière

Lexbase

Lexbase a réalisé en 2011 un chiffre d'affaires d'un peu plus de 2 M€ (2 053 800), en augmentation de 13% par rapport à l'année précédente. C'est une des plus fortes croissances du secteur, même si le chiffre d'affaires reste modeste, au regard de la taille des acteurs analysés précédemment.

La production en revanche est supérieure au chiffre d'affaires, et s'élève à 2 883 800 € pour 2011.

A la lecture des bilans détaillés, il apparaît plusieurs éléments :

- Le poste client est très important, soit l'équivalent de 170 jours de chiffre d'affaires. Cela s'explique par une croissance de l'encours, suite à la demande de clients d'ajuster leurs abonnements sur l'année civile.

- Lexbase a choisi de valoriser le travail de production de contenus de sa base de données. Il faut donc entendre ce montant de production comme étant de la production immobilisée, c'est-à-dire du temps de travail de production sans qu'il soit vendu directement à des clients. Ce montant de production immobilisée d'élève à 800 K€ pour 2011, soit la différence entre le chiffre d'affaires et la production immobilisée. On retrouve ainsi un montant d'immobilisations incorporelles important, qui équivaut à peu près à la masse salariale et aux charges de personnel.

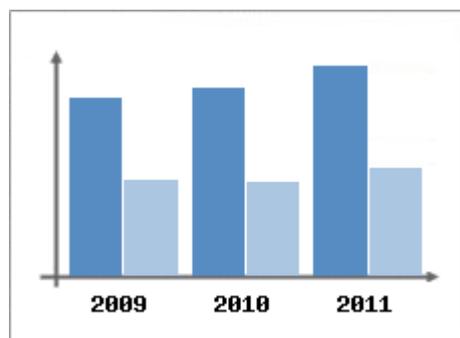
Cette méthode peut se comprendre, même si elle n'est pas répandue chez les éditeurs de contenus juridiques. Elle part du principe que le travail de constitution d'une base de données se fait dans le temps. Que l'entièreté des contenus produits ne sont pas vendus dans l'année en cours, mais également les années suivantes. Et donc ce coût peut s'immobiliser. Rappelons qu'une immobilisation permet de répartir une charge sur plusieurs années.

Le résultat net se monte pour 2011 à 300 K€, soit un taux de résultat net de 14,7%. Ce taux est en nette amélioration par rapport à 2010, où on enregistrait un taux de 12%.

Lexbase étant dans la catégorie des éditeurs pluridisciplinaires, il constitue donc la meilleure rentabilité de cette catégorie, puisqu'elle n'est en moyenne que de 7,4% en 2011.

L'effectif salarié est de 19 personnes, identique à 2010. Le chiffre d'affaires moyen par salarié est de 108 000 € soit un taux en deça de la moyenne du secteur.

Chiffre d'affaires et Rentabilité de Lexbase



■ Chiffre d'affaires
■ Rentabilité d'exploitation

Ce graphe permet de mesurer l'évolution du chiffre d'affaires et de la rentabilité de l'entreprise.

La rentabilité est mesurée grâce à l'Excédent Brut d'Exploitation (EBE) qui, à la différence du Résultat d'Exploitation, ne tient pas compte des choix de gestion de l'entreprise (dotations/reprises aux amortissements et transferts de charges).

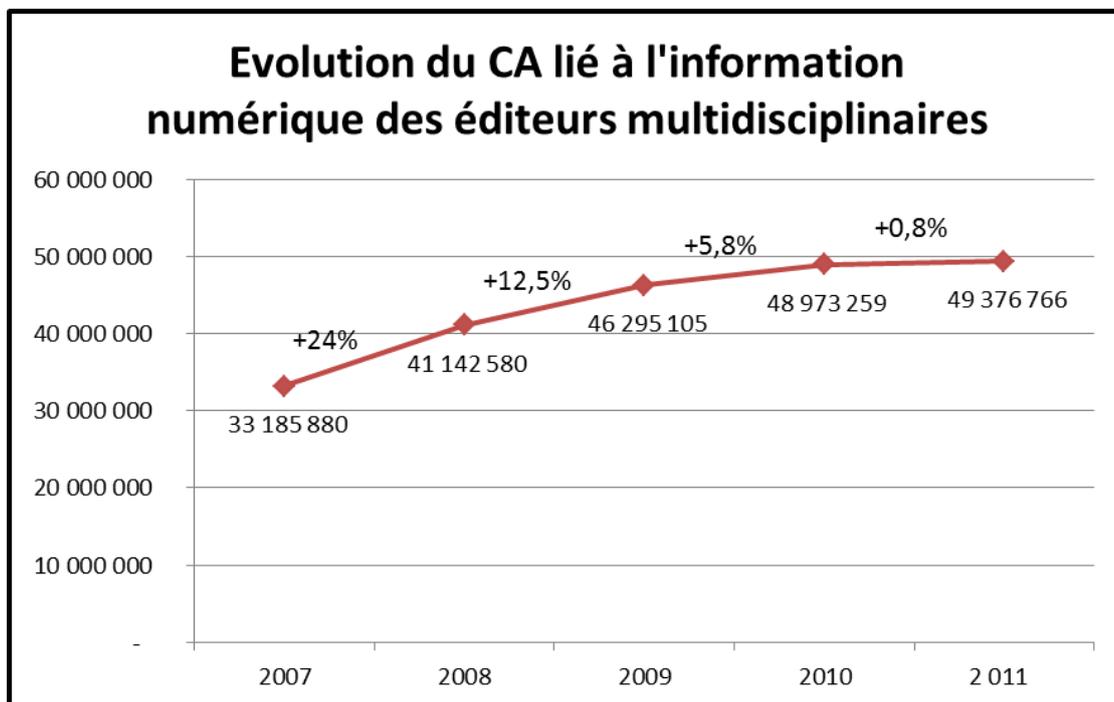
	2011	2010	2009
Performance			
Evolution de l'activité	112,96 %	105,46 %	106,62 %
Taux de VA	109,34 %	108,20 %	108,18 %
Rentabilité d'exploitation	49,30 %	47,03 %	50,35 %
Rentabilité nette finale	14,68 %	11,70 %	12,76 %

Capacité d'autofinancement	51,02 %	49,43 %	48,43 %
Rentabilité financière	20,67 %	18,39 %	23,06

Lexbase s'est endetté en contractant deux prêts en 2011.

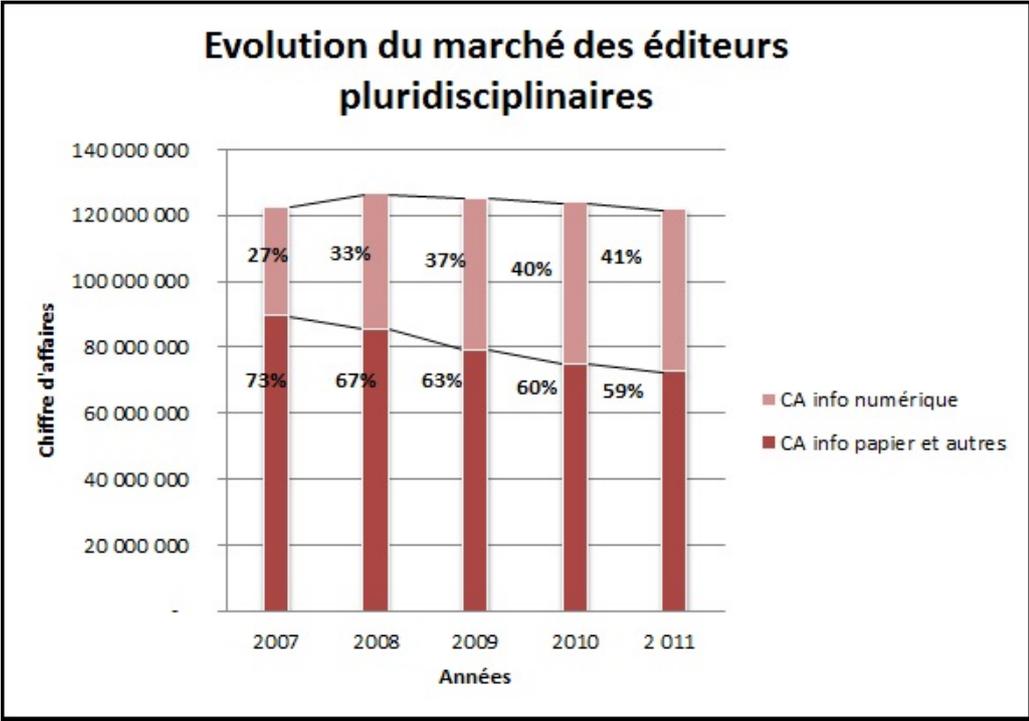
Synthèse des éditeurs pluridisciplinaires

La part de l'offre électronique par rapport à l'offre totale est, en moyenne, de 41%, mais est très disparate selon les éditeurs multidisciplinaires : entre 5 et 100%. Mais quatre éditeurs sur les neuf (représentant 58% du chiffre d'affaires total issu de l'information numérique du segment) diffusent la totalité ou quasiment la totalité de leurs contenus au format électronique. Le ralentissement de leur croissance continue avec +5,8% en 2010 et +0,8% en 2011. Leur part de marché a baissé en conséquence en 2011.



Chiffre d'affaires issu de la vente d'information numérique des éditeurs pluridisciplinaires
Source : serdaLAB

La part de l'information numérique est passée de 27% en 2007 à 41% en 2011.



Evolution de la part de la vente d'Information numérique chez les éditeurs pluridisciplinaires

Source : serdaLAB

3. Les éditeurs monodisciplinaires

Ce segment regroupe 23 éditeurs, plutôt de petite taille, proposant une offre dans un ou deux domaines du droit. Les éditeurs concernés sont :

Editeur	Société mère	Domaine(s) de spécialisation	Date de création	Effectifs France 2011
Achat public (APCFC)	Groupe Moniteur (51%) Caisse des dépôts et consignations (49%)	Marchés publics	2003	33
ANSA (Association Nationale des Sociétés par Actions)	Indépendant	Droit des affaires	1930	NC
Argus de l'assurance	GISI	Droit des assurances	NC	NC
CNCC (Compagnie Nationale des Commissaires aux comptes)	Etablissement d'utilité publique	Normes comptables	1969	NC
Edilaix	Indépendant	Droit immobilier	1997	1
Editecom (Editions techniques et économiques)	Indépendant	Droit social Droit européen Energie, Transports, Economie industrielle	1960	NC
Editions juridiques et techniques	Indépendant	Droit judiciaire (huissiers)	NC	6
Editions Juris	Dalloz	Droit des associations	1982	NC
Editions Les Etudes hospitalières	Groupe LEH (familial)	Droit hospitalier	1995	9*
Editions Pierre Lechêne	Indépendant	Fiscalité	1934	NC
Editions Tissot	Weka Business Information	Droit du travail	1975	45
Hipe (PI France)	Indépendant	Droit de la propriété intellectuelle	2003	1
Institut de droit de la concurrence	Indépendant	Droit de la concurrence	2004	2
IRPI (Institut de recherche en Propriété Intellectuelle)	Indépendant	Droit de la propriété intellectuelle	1982	NC
Groupe France agricole	Indépendant (Isagri : actionnaire)	Spécialiste du domaine agricole	1945	176
La Gazette des communes	Groupe Moniteur	Droit public	NC	NC
Lawlex	Société familiale détenue par la société Vogel	Droit économique	1997	3
Groupe Moniteur	Groupe Moniteur Holding (détenu par le fonds d'investissement Bridgepoint)	Droit de la construction Droit social Droit des marchés publics	1903	582
Legalis (les éditions des Parques)	Indépendant	Droit de l'Internet et de l'informatique	1982	6
Les cahiers fiscaux européens	Indépendant	Fiscalité	NC	NC
Net-Iris	NC	Actualité du droit	2000	NC
Revue banque	Indépendant	Droit de la banque		27
Victoire éditions	Indépendant	Droit de l'environnement Droit de la communication	1979	37

Les éditeurs juridiques monodisciplinaires

Source : serdaLAB, societe.com

*2010

3.1 Evolution du chiffre d'affaires global des éditeurs monodisciplinaires

Editeurs monodisciplinaires	CA global 2008	Evolution 2009/2008	CA global 2009	Evolution 2010/2009	CA global 2010	Evolution 2011/2010	CA global 2011
Achat public (APFCF)	4 653 284	-10,6%	4 158 834	38,43%	5 756 900	-7,8%	5 306 200
ANSA (Association Nationale des Sociétés par Actions)	NC		NC		NC		NC
Argus de l'assurance (Groupe GISI)	NC		NC		NC		NC
CNCC (Compagnie Nationale des Commissaires aux comptes)	NC		NC		NC		NC
Concurrences (revendu par Thomson en 2009)	NC		NC		437 000	12,9%	493 238
Edilaix	591 000	-8,5%	541 000	-28,60%	386 300	5,6%	408 100
Editecom (Editions techniques et économiques)	NC		NC		NC		NC
Editions juridiques et techniques	1 009 000	7,1%	1 081 000	28,11%	1 384 900	41,6%	1 961 400
Editions Juris (DALLOZ)	NC		NC		NC		NC
Editions Les Etudes hospitalières	661 000	3,3%	683 000	0,59%	687 000	5,1%	721 700
Editions Pierre Lechêne (RCS 392 382 651)	832 000	-22,5%	645 000	2,02%	658 000	29,2%	850 000
Editions Tissot	6 090 000	10,0%	6 700 000	15,91%	7 766 000	9,8%	8 530 000
Hipe (PI France)	61 000	9,8%	67 000	-10,45%	60 000	-48,4%	30 940
IRPI (Institut de recherche en Propriété Intellectuelle)	NC		NC		NC		NC
La France agricole	40 700 000	-5,7%	38 400 000	0,00%	38 400 000	5,2%	40 400 000
La Gazette des communes (Groupe Moniteur)	NC		NC		NC		NC
Lawlex	700 000	-9,1%	636 000	-43,96%	356 400	1,0%	359 800
Le Moniteur	146 800 000	-10,8%	131 000 000	-0,91%	129 805 400	3,0%	133 757 000
Legalis (les éditions des Parques)	707 410	6,2%	751 005	-24,77%	565 000	-36,5%	358 900
Les cahiers fiscaux européens	266 000	1,5%	270 000	32,19%	356 900	-4,2%	341 866
Net-Iris	298 000	2,3%	305 000	-18,16%	249 600	-11,9%	220 000
Revue banque	3 900 000	-28,7%	2 780 000	9,20%	3 035 800	-6,4%	2 840 800
Victoire éditions	3 500 000	6,8%	3 738 000	4,76%	3 916 100	0,0%	3 916 000
TOTAL	210 768 694	-9,0%	191 755 839	1,08%	193 821 300	3,4%	200 495 944

Evolution du CA total des éditeurs juridiques monodisciplinaires

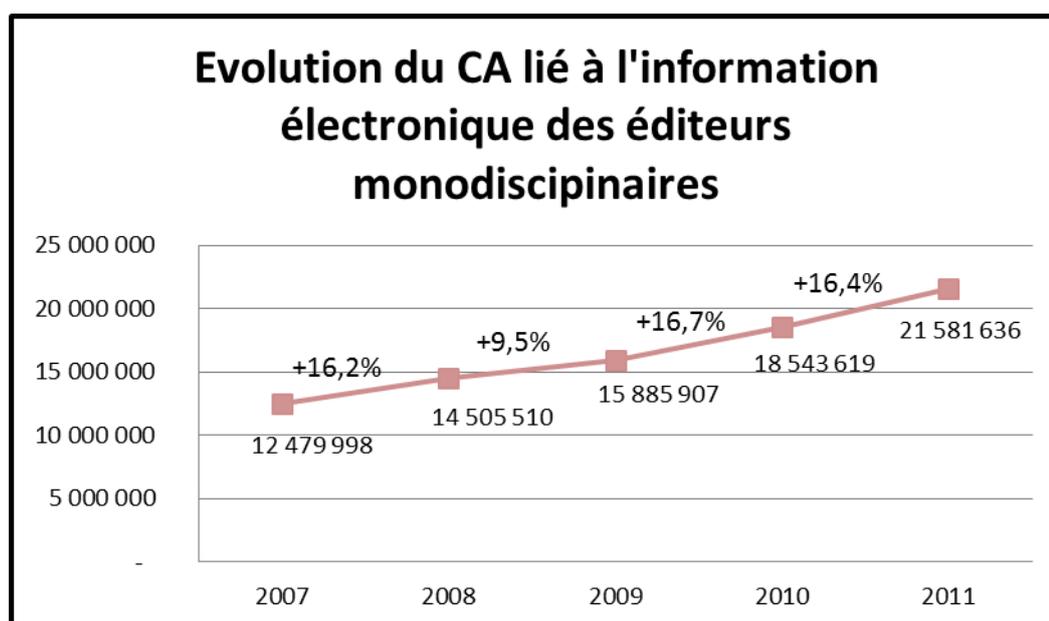
Source : serdaLAB

Après une année 2009 négative, l'année 2010 a renoué avec la croissance avec un taux de +1,08%, pour redémarrer véritablement en 2011 avec +3,4% d'augmentation.

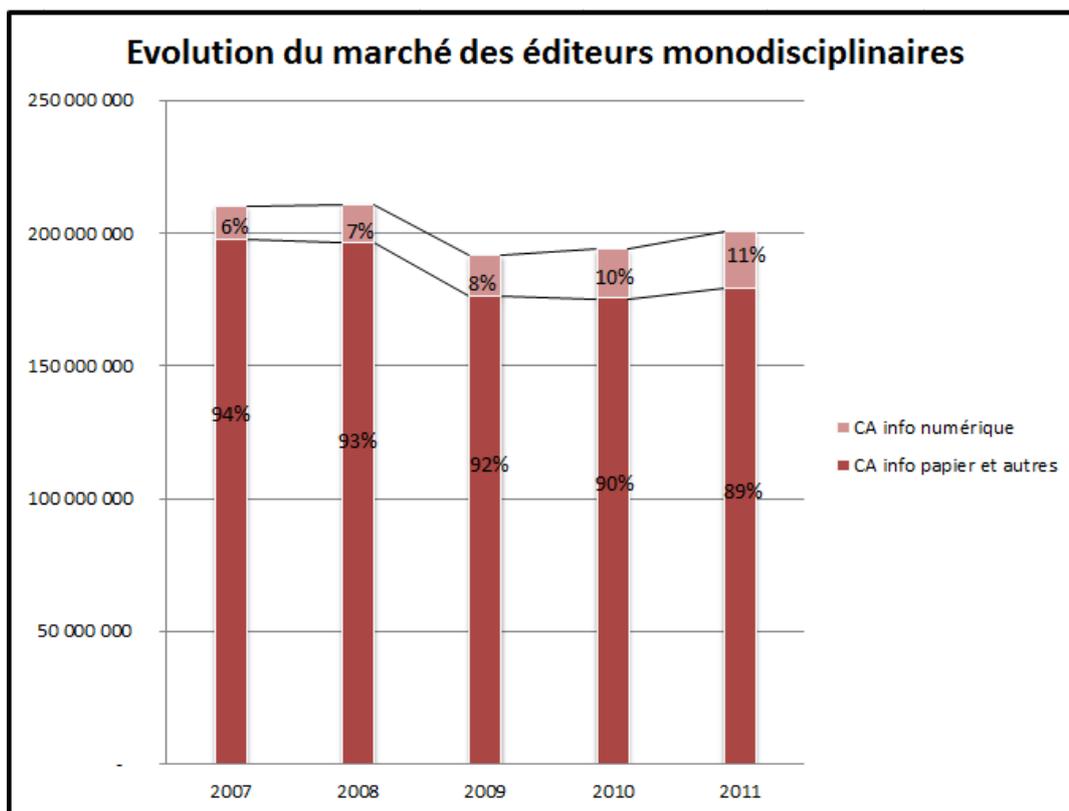
Synthèse des éditeurs monodisciplinaires

La part de l'offre électronique par rapport à l'offre totale est, en moyenne, de 11%, en 2011 mais varie considérablement selon les éditeurs monodisciplinaires : entre 1 et 100%. La majorité propose une offre électronique encore très mince (quelques fichiers PDF).

En 2010, ils ont renoué avec une croissance à deux chiffres : +16,7% en 2010 et +16,4% en 2011.



Chiffre d'affaires issu de la vente d'information numérique des éditeurs monodisciplinaires
Source : serdaLAB



Evolution de la part information électronique des éditeurs monodisciplinaires

Source : serdaLAB

Part de marché de chaque segment en 2011

Source : serdaLAB

BIBLIOGRAPHIE/ WEBOGRAPHIE

Liste de diffusion Juriconnexion
La dépêche du GFII

<http://www.precisement.org/>

<http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr/>

et les sites Internet de tous les éditeurs juridiques.